

**PORSCHE 911**  
OFFRE DE LOCATION  
(24 MOIS) Appelez-nous !



2729314  
**Automobiles E. Lauzon**  
1384, boul. Labelle, Blainville Tél. : (450) 430-1460

**Personnalité de la semaine**  
François Girard  
page A14

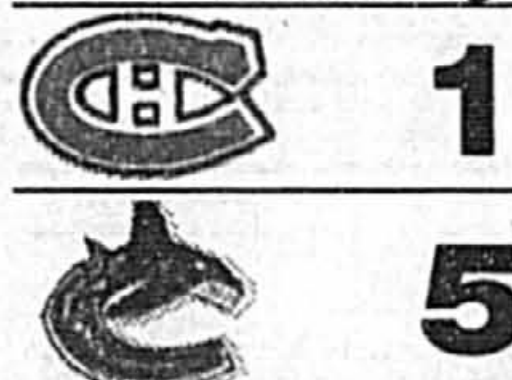


**Un polar jésuite de Jacques Godbout**  
page B1



**Santé**  
Médicaments antirejet : pour accepter son nouvel organe  
page C1

**Hockey**



page S3

# Escalade en Yougoslavie

■ L'OTAN vise l'armée serbe

■ Un avion furtif est abattu

AFP et AP  
BRUXELLES

L'OTAN a décidé hier d'intensifier ses bombardements contre la Yougoslavie et de passer à la phase 2 de son intervention en attaquant les forces armées serbes dans le sud du pays, devant l'aggravation des « nettoyages ethniques » au Kosovo.

Et pour la première fois, un avion américain a été abattu dans la soirée d'hier près de Budjenovci, à 40 km au nord-est de Belgrade. La télévision serbe a montré des images qui font apparaître des flammes s'élevant d'une carcasse sur laquelle sont inscrits les mots anglais « Air Combat Command ».

Le Pentagone a confirmé en soirée qu'il s'agissait d'un chasseur furtif F-117 et ajouté que son pilote avait été récupéré. L'appareil est originaire de la base américaine de Holloman au Nouveau-Mexique.

Fleurons de la technologie militaire américaine, ces avions en forme de boomerang sont réputés indétectables par les radars. Pilotés par un seul homme, les F-117 sont armés de bombes à guidage laser.

Voir ESCALADE en A2



Les soldats serbes ont mis le feu au village de Milic, hier, après en avoir chassé les habitants d'origine albanaise.

PHOTO AFP

Autres informations en A11 et A13

## L'amiantose menace les ouvriers du bâtiment

Les programmes de prévention sont insuffisants, révèle une étude

ANDRÉ NOËL

L'amiantose guette les travailleurs de la construction, jusqu'à maintenant négligés par les programmes de prévention, a indiqué cette semaine le docteur Jacques Binet, médecin en santé du travail au CLSC des Faubourgs, dans le centre-sud de Montréal.

Le quart des travailleurs de la construction — soit 279 ouvriers sur 1205 — qui ont subi des radiographies dans la région de Montréal depuis cinq ans, sous les auspices du CLSC, avaient au moins une anomalie pulmonaire ou pleurale, ce qui est un indicateur d'exposition à l'amiante.

Vingt-cinq travailleurs, ou 2%, avaient des anomalies compatibles avec un diagnostic d'amiantose, une maladie grave et souvent fatale qui durcit les parois des poumons. Cinq de ces 25 ouvriers sont morts,

tués par l'amiante, depuis quatre ans, a ajouté le docteur Binet.

« Ils sont morts des suites d'un mésotéliome, un cancer très virulent de la plèvre ou du péricarde, a dit le médecin. Parmi eux se trouvait un tuyauteur âgé de 38 ans, mort l'année dernière. Un mécanicien en protection d'incendie est mort dans la cinquantaine. »

Des centaines d'ouvriers continuent de prendre des risques en découvrant des tuyaux recouverts d'amiante ou en travaillant dans des plafonds isolés à l'amiante. Plusieurs ne portent pas de masque et « respirent de l'amiante à la tonne », a dit le Dr Binet.

Étonné par l'ampleur du problème, surtout parmi des corps de métier comme les plombiers et les tuyauteurs, il a encouragé la Commission de la santé et de la sécurité du travail à lancer un vaste programme de dépistage et de prévention parmi tous les ouvriers de la construction du Québec, mais la CSST tarde à agir.

« Les responsables du dossier sont en train de régler certains conflits de nature politique. Au Qué-

bec, on est plus intéressé à protéger les emplois dans nos mines et à vendre l'amiante, soutient le médecin. En même temps, il faut protéger la santé des travailleurs. »

« Dans les mines, la prévention est assez bonne. On ne devrait plus avoir d'autres cas d'amiantose. Mais c'est faux pour la construction. Ce n'est pas un sujet qui vient souvent sur la table, parce qu'il y a la politique étrangère là-dedans (les efforts du Québec de vendre son amiante).

« Dans les autres pays, les responsables de la santé du travail savent très bien que les métiers de la construction sont plus à risque. Ici, on en parle un peu moins. Parfois, on a l'impression que c'est à cause du lobby de l'amiante que le programme de prévention prend plus de temps à être lancé qu'on pensait. La CSST a préparé toutes les activités. Mais il manque une signature, on attend le lancement officiel du programme. »

Viviane Beauvais, responsable du secteur de la construction à la direction de la prévention-inspection à la CSST, a dit que le lance-

ment du programme était retardé pour des raisons pratiques, et non politiques. La préparation est très longue, a-t-elle ajouté. Le programme sera lancé dès ce printemps.

Dans un premier temps, la CSST et le réseau de la santé vont profiter de la présence de centaines de travailleurs de la construction dans les deux gros chantiers de Magnola (à Asbestos) et de l'Alcan (au Saguenay-Lac-Saint-Jean) pour radiographier les poumons de quelque 1000 ouvriers.

La CSST va imprimer une brochure à 40 000 exemplaires pour informer les ouvriers les plus à risque : tuyauteurs, plombiers, ferblantiers, calorifugeurs, frigoristes, chaudronniers, briqueteurs, mécaniciens d'ascenseur, mécaniciens en protection d'incendie, manoeuvres spécialisés en enlèvement de l'amiante.

Au total, le dépistage se fera auprès de 6000 travailleurs (en incluant les 1200 déjà radiographiés dans la région de Montréal).

Voir AMIANTOSE en A2



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Le président de l'UMBM, Georges Bossé.

## Les maires de banlieue sentent la soupe chaude

MARIE-CLAUDE GIRARD

Dans l'espoir de trouver une solution de rechange à des fusions forcées de municipalités, les maires de la banlieue de l'île de Montréal se sont réunis hier à huis clos pour discuter d'une nouvelle structure de gestion métropolitaine.

« Une journée cruciale », annonçait vendredi le président de l'Union des municipalités de la banlieue de l'île de Montréal, Georges Bossé, lors de l'ouverture des 18<sup>es</sup> assises de l'UMBM, anciennement appelée Conférence des maires de banlieue sur l'île de Montréal.

« Je pense que le discours de Mme Harel a fouetté les gens, créé un mouvement vers un Grand Montréal », a déclaré M. Bossé, au terme de la journée. La ministre avait clairement indiqué vendredi que le gouvernement avait la responsabilité d'intervenir si les maires ne parvenaient pas à s'entendre. L'UMBM dévoilera mardi les détails des propositions adoptées hier. Celles-ci concernent un futur conseil métropolitain, mais aussi

Voir MAIRES en A2

## Après la mort d'Amadou

RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

La même scène se répète chaque jour depuis le 9 mars dernier. Vers l'heure du midi, des dizaines et parfois même des centaines de protestataires se massent devant l'entrée du quartier général de la police de New York et refusent de circuler, forçant les flics à leur passer les menottes et à les mettre en état d'arrestation pour délit contre l'ordre public.

La liste des personnes arrêtées contient aujourd'hui près d'un millier de noms, dont plusieurs sont célèbres : David Dinkins, premier maire noir de New York ; Jesse Jackson, ex-candidat à la présidence des États-Unis ; Susan Sarandon, vedette de cinéma ; Kweisi Mfume, président de la NAACP, la plus prestigieuse organisation américaine de défense des droits des Noirs.

Par leur résistance passive, les manifestants veulent protester contre la mort du jeune immigrant guinéen Amadou Diallo, survenue le 4 février dernier lors d'un affrontement avec quatre



La Presse  
à  
NEW YORK

insatisfaction profonde concernant l'attitude de la police à l'égard des minorités de la ville. Derrière la bavure monstrueuse du mois dernier, disent-ils, il y a des humiliations et des abus fréquents dont l'administration du maire Rudolph Giuliani refuse de reconnaître l'existence.

« Je crois que cette administration est dangereusement proche d'avoir adopté une philosophie selon laquelle la fin justifie les moyens », a déclaré l'ex-maire Dinkins quelques instants avant son arrestation devant le quartier général de la police, le 15 mars dernier.

Pour Giuliani, qui songe sérieusement à se faire élire au Sénat des États-Unis en l'an 2000,

policiers de race blanche appartenant à une unité d'élite. Ceux-ci ont tiré 41 balles en direction de Diallo, qui n'était pas armé. Affectés à des travaux administratifs, ils pourraient être inculpés de meurtre cette semaine par un « grand jury du Bronx ».

Pour plusieurs Noirs et Hispaniques de New York, la mort de Diallo est l'occasion d'exprimer leur

la controverse autour de la mort de Diallo ne pouvait tomber plus mal. Elle risque de ternir une de ses plus grandes réussites à la mairie de New York : la réduction de la criminalité à un niveau comparable à celle des années 1960. Et elle fait ressortir une de ses plus grandes faiblesses : son allergie à la critique.

Giuliani a exprimé son regret pour la mort de Diallo. Dans ses discours, il a également exhorté les policiers à se montrer plus respectueux à l'endroit des civils. Mais il a tourné en dérision les manifestations quotidiennes devant le quartier général de la police, qualifiant notamment l'arrestation de l'ex-maire Dinkins de « grand stunt publicitaire ».

Giuliani a aussi accusé les médias d'exacerber les tensions entre les policiers et les minorités en accordant une attention obsessive à la mort de Diallo. À son avis, il est faux de prétendre que les policiers de New York ont la détente facile. L'an dernier, a-t-il noté, ceux-ci se sont servis de leur arme dans 111 incidents, une baisse considérable par rapport au total de 212 incidents établis en 1993, la dernière année du règne de Dinkins.

Voir AMADOU en A2

279

JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces	
- index	C6
- immobilier	C6 à C8
- marchandises	C8
- emplois	C9
- automobile	C6 à C10

Arts et spectacles	
- B1 à B11	
- horaire spectacles	B10
- horaire télévision	B2
- bandes dessinées	C7
- Bridge	C10

Décès	
- Êtes-vous observateur	C6
- Feuilleton	C9
- Horoscope	C8
- Laporte	A5
- La presse d'ailleurs	A13

Loteries	
- Monde	A11, A12
- Mots croisés	C8
- Mots mystères	C10
- Tabloid Sports	
- Réjean Tremblay	S5

SCIENCES

À la recherche d'un additif parfait  
— Stéphane Gagné  
page C12

MÉTÉO

Ensoleillé  
Max. 11, min. 1  
Cahier Sports,  
page 20



6 21924 98765 1

## Suites de la une

Après  
la mort  
d'Amadou

AMADOU / Suite de la page A1

Mais les critiques de la police de New York ont une autre statistique en tête. Elle a trait au travail de l'unité d'élite dont faisaient partie les quatre agents qui ont tué Diallo. Cette unité est composée de 300 policiers qui patrouillent les rues des quartiers défavorisés à la recherche de criminels. Ils conduisent des voitures banalisées et sont habillés en civil. On leur attribue d'avoir réduit de façon considérable le nombre d'armes illégales en circulation à New York.

Mais les membres de l'unité d'élite ont aussi la réputation de se comporter en cow-boys. Selon les statistiques officielles, ils ont interpellé et fouillé au corps 45 000 personnes au cours des deux dernières années, des Noirs et des Hispaniques pour l'immense majorité. Or cette pratique appelée « stop-and-frisk » a produit moins de 10 000 arrestations, preuve que les droits civiques de plusieurs milliers de citoyens innocents ont été bafoués, selon les critiques de la police.

L'accusation est d'une gravité telle que l'administration Clinton, par l'intermédiaire de son département de Justice, a annoncé le 18 mars dernier l'ouverture d'une enquête sur les pratiques de l'unité d'élite. Le procureur de l'État de New York mettra également le nez dans le dossier, de même que le procureur fédéral de Manhattan et la Commission des États-Unis sur les droits de l'homme, qui tiendra prochainement des auditions publiques sur la police de New York.

Toute cette activité intervient à quelques jours du début du procès de quatre policiers blancs de Brooklyn accusés d'avoir torturé un immigrant haïtien, Abner Louima, en août 1997.

On comprend Giuliani d'avoir adopté un ton un peu plus conciliant au cours des derniers jours.

« Je crois qu'il y a chez les minorités un sentiment selon lequel les policiers sont injustes à leur égard, a dit le maire mardi dernier. Je pense qu'il y a une réalité derrière ce sentiment. »

En effet.

L'amiantose  
menace  
les ouvriers  
du bâtiment

AMIANTOSE / Suite de la page A1

La prévention visera le même nombre d'ouvriers. Une quinzaine de professionnels de la CSST et du réseau de la santé travaillent sur le dossier depuis plusieurs mois, sinon quelques années pour certains d'entre eux, a dit Mme Beauvais. Quelque 150 inspecteurs et travailleurs de la santé ont été formés.

Le docteur Binet, qui est lui-même membre du comité amiante à la CSST, croit qu'il est possible d'empêcher de nouveaux cas d'amiantose. Mme Beauvais a dit que la CSST avait déjà reconnu des diagnostics d'amiantose chez 18 travailleurs de la construction de la région de Montréal. Ceux-ci ont automatiquement droit à des indemnités.

ESCALADE / Suite de la page A1

Au quatrième jour de l'opération « Force alliée », les avions de l'OTAN ont repris leurs pilonnages à la tombée de la nuit.

Une dizaine de très fortes explosions ont retenti à Belgrade, tandis que des éclairs déchiraient le ciel nuageux au nord-ouest et au nord-est de la capitale yougoslave.

Deux fortes explosions ont aussi retenti à Pristina, chef-lieu du Kosovo.

À Washington, le Pentagone a précisé que le signal de la reprise des frappes avait été donné avec le tir de deux missiles de croisière Tomahawk depuis des bâtiments américains croisant en mer Adriatique.

Un peu auparavant, à Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana avait fait annoncer, après consultations avec les 19 membres de l'Alliance, qu'il avait donné « ordre au général Wesley Clark de déclencher une vaste série d'opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie ».

Le ministre yougoslave de l'Information, Milan Komnenic, a déclaré à Belgrade que les bombardements de ces derniers jours avaient fait « de nombreuses victimes civiles » et d'importants dégâts.

À Tirana, le gouvernement albanais a affirmé qu'environ 20 000 Kosovars, des femmes et des enfants pour la plupart, avaient été déportés en Albanie par l'armée yougoslave qui les a conduits de force jusqu'à la frontière. « De nombreux autres Kosovars sont encore en train d'arriver » dans la ville et la région des Kukes (nord-est), a indiqué le ministre de l'Information à Tirana. Les autorités locales ont qualifié la situation de « dramatique ».

Depuis quarante-huit heures, des informations — difficilement vérifiables en raison de l'absence d'observateurs étrangers —, font état d'une aggravation de la répression serbe au Kosovo, ce qui suscite l'alarme dans les chancelleries occidentales.

Des « choses terribles sont en train de se produire », il y a des rapports sur « des meurtres, pillages, de l'intimidation et du harcèlement contre les Albanais » du Kosovo, a déclaré le porte-parole de l'Alliance atlantique Jamie Shea.

Le président Bill Clinton, qui s'est entretenu hier au téléphone avec les principaux



PHOTO AP ©

Le chasseur abattu est un F-117, un appareil considéré comme le fleuron de la technologie militaire américaine.

dirigeants européens pour s'assurer de la cohésion de l'Alliance, s'est déclaré déterminé à aller jusqu'au bout.

« Les troupes serbes continuent à attaquer des hommes désarmés, des femmes et des enfants. C'est une raison de plus pour nous de maintenir le cap. Nous le devons et nous continuerons jusqu'à ce que le chef serbe, Slobodan Milosevic, accepte la paix ou que nous réduisions sérieusement sa capacité de faire la guerre », a-t-il déclaré dans une allocution radiodiffusée hebdomadaire à la nation.

De leur côté, les dirigeants du Monténégro, État membre avec la Serbie de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), ont appelé M. Milosevic à reprendre les négociations de paix au Kosovo.

Le président français Jacques Chirac est

intervenu hier auprès du premier ministre russe Evgueni Primakov pour lui demander de faire pression sur Slobodan Milosevic.

Le président Boris Eltsine a pour sa part réitéré sa condamnation des frappes et exprimé son « soutien au peuple yougoslave », tout en indiquant clairement que la Russie « ne se laisserait pas entraîner dans une guerre ».

La Douma, (chambre basse du Parlement russe) elle, a menacé d'ajourner le projet de loi sur la ratification de Start II », le traité de désarmement nucléaire russo-américain, pour protester contre les frappes.

Hier des manifestations anti-OTAN, émaillées parfois d'incidents, ont à nouveau éclaté dans diverses villes d'Europe, notamment en Autriche, en Italie, en Grèce, en République tchèque et au Danemark.

## Les maires de banlieue sentent la soupe chaude

MAIRES / Suite de la page A1

la sempiternelle question du pacte fiscal.

Ces discussions ont lieu alors qu'on attend d'un jour à l'autre le dépôt du rapport de la commission sur la fiscalité municipale qui, a-t-on appris la semaine dernière, préconise la fusion des villes de l'île de Montréal en trois entités.

L'UMBM propose plutôt de créer une Commission du Grand Montréal chargée de dossiers métropolitains comme l'aménagement, la prospection et le développement économique ou le transport en commun. Le maire de Montréal-Nord, Yves Ryan, a dressé vendredi un portrait de cette structure qui devra être créée, dit-il, dans les plus brefs délais. Par contre, l'Union s'oppose à toute intervention visant à régionaliser les services d'incendie.

Le financement du conseil pourrait venir d'abord du gouvernement, comme ce fut le cas lors de la création de l'Agence métropolitaine de transport. Les villes contribueraient également et pourraient demander à Québec un recours partiel à la taxe de vente.

Cette communauté urbaine élargie serait dirigée par des élus locaux. « Les élus locaux de l'île de Montréal, de la Rive-Sud et de la couronne nord devraient y siéger. Ne sommes-nous pas, après tout, munis des mandats nécessaires ? » demande M. Ryan.

Ce n'est pas l'idée envisagée dans un document de travail émanant du bureau de la présidente de la Communauté urbaine de Montréal, Vera Danyluk. Selon ce document, un futur conseil métropolitain devrait être composé de 30 élus ayant un mandat exclusivement régional, ce qui exclut les maires et les conseillers municipaux.

Le document, dont La Presse a obtenu copie, suggère que le président du conseil soit élu au suffrage universel. Montréal remettrait à cette instance ses équipements régionaux de même que les frais qui y sont liés. Québec devrait aussi accorder des aménagements fiscaux pour aider Montréal à remplir son rôle « national » dans l'accueil des immigrants et dans la gestion de la pauvreté. De plus, les trois sociétés de transport fusionneraient. Le service de police fonctionnerait selon le modèle de la police de quartier.

Qu'advierait-il de la CUM si l'un ou l'autre de ces scénarios était réalisé ? Le document de la CUM n'est pas clair à ce sujet, pas plus que les propositions de l'UMBM. Toutefois, l'UMBM considère qu'il appartient aux villes de la CUM de décider de son évolution, laquelle serait « modelée » par une instance métropolitaine de gestion.

Les participants ont assisté en début de journée à une conférence de l'ancien maire de Toronto et ministre conservateur David Crombie. Celui-ci a fait état de son expérience comme responsable du comité « Qui fait quoi » qui a présidé au partage des responsabilités lors de la mise sur pied d'un méga-Toronto.

Pour sa part, l'UMBM soutient qu'un référendum devrait être obligatoire dans le cas de tout projet de fusion. « La banlieue est une fois de plus au pied du mur. Nous vivons sur du temps emprunté pour encore deux ou trois ans pendant qu'on décidera du sort de nos gouvernements locaux dans les officines du gouvernement à Québec », déplorait vendredi le maire Yves Ryan.

## La Presse

Renseignements : (514) 285-7272  
Abonnement : (514) 285-6911  
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi de 7 h à midi  
Dimanche de 7 h à 11 h  
Rédaction : (514) 285-7070  
Promotion : (514) 285-7100  
Les petites annonces : (514) 285-7111  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30  
Décès, remerciements : (514) 285-6816  
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30  
Grandes annonces  
Détailants : (514) 285-6931  
National, TéléPlus : (514) 285-7306  
Carrières et professions,  
Nominations : (514) 285-7320  
Comptabilité  
Grandes annonces : (514) 285-6892  
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.  
<http://lapresse.infinet.net>  
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -  
Contrat de vente numéro 0531650  
Port de retour garanti. (USPS003692)  
Champlain N.Y. 12919-1518.

## LOTÉRIES

La quotidienne  
à trois chiffres : 7-5-4  
à quatre chiffres : 0-8-1-9  
Super 7: 12-13-14-42-43-44-45  
Compl. 28  
Extra: 415124  
6/49: 15-21-32-34-36-38  
Compl. 13  
Québec 49: 4-7-25-30-36-47  
Compl. 39  
Banco  
3-6-10-13-16-17-21-24-27-28  
34-38-40-41-45-47-50-56-57-68

## DEMAIN DANS LA PRESSE

GM : des berlines  
condamnées à réussir

■ General Motors a lancé au cours des trois derniers mois une brochette de berlines intermédiaires. Ces nouvelles venues ont pour mission de faire remonter le constructeur au palmarès de ventes. Bref, elles sont condamnées à réussir, nous dit notre chroniqueur Denis Duquet dans le cahier Auto de demain.

## QUESTION DU JOUR

La Presse  
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?  
Répondez à la question du jour.  
Pour faire connaître votre opinion, composez le  
(514) 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

## Approuvez-vous la poursuite de l'offensive de l'OTAN en Yougoslavie ?

Êtes-vous satisfait des mesures annoncées par le ministre Chevrette pour améliorer le transport dans la métropole ?  
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 26 %  
Non: 74 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Sous le chapiteau sur la Plaza de Place Ville Marie le dimanche 4 avril de 10 h à 15 h

• Animation  
• 50 000 cocos en chocolat  
• Stationnement gratuit  
• Billets en vente sur le site

PLACE VILLE MARIE

(514) 866-1969

TIMBRES  
DE PÂQUES

Marché  
MONTREAL

chasse  
aux  
œufs de Pâques

La Presse

**Le mot du jour  
vacance(s)**

■ Au singulier, *vacance* qualifie « ce qui est inoccupé (fonction, place, poste, etc.) ».  
— Sa démission crée une *vacance* au Conseil des ministres.

Au pluriel, *vacances* désigne une « période de congé ».  
— Le ministre est en *vacances*.

Au pluriel, le mot désigne également la « suspension annuelle des activités ».  
— Les *vacances* parlementaires.

Paul Roux

Lexique

**Le Lexique  
des difficultés  
du français  
dans les médias**

de l'auteur du Mot du jour

La Presse : (514) 285-7364 / 19,95\$ + taxes

# Le petit Adam survit à une chute de trois étages à Place Versailles

CHRISTIANE DESJARDINS

« En finissant mon travail à l'hôpital Santa Cabrini, à 15 h 30 vendredi, j'ai appelé ma femme avant de me rendre à la maison pour lui demander comment ça allait. Je lui ai dit : tout est correct, il n'y a pas de drame qui est arrivé ? Je ne sais pas pourquoi j'ai dit ça, c'est sorti tout seul. Pas longtemps après, elle m'a rappelé en pleurant pour me dire qu'Adam venait de tomber de trois étages à Place Versailles. »

Après avoir passé une bonne partie de la nuit au chevet de leur petit de cinq ans à l'Hôpital général de Montréal pour enfants,

Guy Desaulniers et son épouse Céline se sont rendus hier matin au centre commercial Place Versailles, dans l'est de Montréal, pour tenter de comprendre comment cet horrible drame a pu se produire. Adam a chuté d'une trentaine de pieds et a atterri tête première sur le terrazzo, au sous-sol. En regardant la hauteur de laquelle il est tombé, ses parents se considèrent chanceux qu'ils soit encore en vie, même si son état reste toujours précaire.

« Il a une jambe fracturée en plusieurs endroits, mais le pire, c'est sa tête. Ils ont dû lui refaire la moitié du visage et lui mettre une plaque de métal dans le menton, expliquent avec peine ses parents. Au sujet de son cerveau, ils ne peuvent pas trop se prononcer pour le moment. Il faut attendre. Les médecins nous ont expliqué qu'il pourrait avoir des séquelles de langage. Ils nous ont conseillé d'être patients et de prendre ça un jour à la fois. Pour le moment, ils le gardent inconscient, et ils ne peuvent pas nous dire s'il est dans le coma. »

Vendredi, Adam est allé à Place Versailles avec ses grands-parents paternels. Vers 15 h 30, après avoir regardé la fermette de Pâques, l'enfant a manifesté le désir d'aller faire un tour de petit train au deuxième étage du centre commercial. Les grands-parents ont acquiescé.

La grand-maman ramassait ses paquets quand le petit s'est approché de l'escalier mobile.

Faux mouvement de la part de l'enfant ? Toujours est-il qu'il s'est retrouvé agrippé à la rampe de caoutchouc, le corps pendait dans le vide. Il est monté comme ça jusqu'en haut, jusqu'à ce qu'il ne puisse plus tenir et

qu'il tombe. Personne n'a pu intervenir à temps.

**Un enfant sage, selon ses parents**

« La seule chose que je vois, expliquait hier son père en examinant les lieux, c'est qu'il se soit appuyé sur la rampe en bas, et qu'il ait été entraîné par le mouvement. Alors il s'est accroché. Rendu au bout de l'escalier mobile, il ne pouvait plus se tenir, puisqu'il y a une pièce de bois qui bloque. »

Les parents sont convaincus que l'enfant n'a pas enjambé la rampe de l'escalier mobile de lui-même.

« C'est beaucoup trop haut, il n'en aurait jamais été capable. Il est tout petit, il pèse à peine 40 livres. C'est un petit garçon bien tranquille et obéissant. Nous venions souvent avec lui ici et jamais il n'a fait de folies dans l'escalier », dit tristement sa mère.

Les grands-parents, on s'en doute, sont inconsolables. « Ils se sentent coupables. Ma mère pleure sans arrêt depuis vendredi, explique M. Desaulniers. Mais tout est arrivé tellement vite. Si quelqu'un avait pu stopper l'escalier mobile, cela aurait peut-être aidé », dit-il en montrant le bouton d'urgence situé au bas de l'escalier mobile. Dans la panique, on ne sait pas si quelqu'un y a seulement songé.

Le petit Adam est l'unique enfant issu du couple, mais ce dernier assume la garde des deux filles que M. Desaulniers a eues d'un précédent mariage, Vicky, 13 ans, et Mélodie, 10 ans.

« Adam, c'est notre plus jeune, notre seul garçon. On l'aime tellement », dit sa mère, en retenant ses larmes.

Jean Mailhot, en charge de la sécurité à Place Versailles, est l'un des premiers à être arrivé au chevet de l'enfant. « Nous étions là dans la minute, et les ambulanciers sont arrivés rapidement », dit-il. Selon lui, c'est la première fois qu'un accident du genre se produit à Place Versailles, et l'endroit n'est pas plus dangereux qu'ailleurs.

« Les enfants doivent être surveillés constamment dans les escaliers mobiles. J'en ai vu qui montaient en se mettant les deux mains sur les marches. Les poils me dressaient sur les bras en pensant à ce qui pouvait arriver. »



L'état d'Adam Desaulniers, cinq ans, reste précaire.

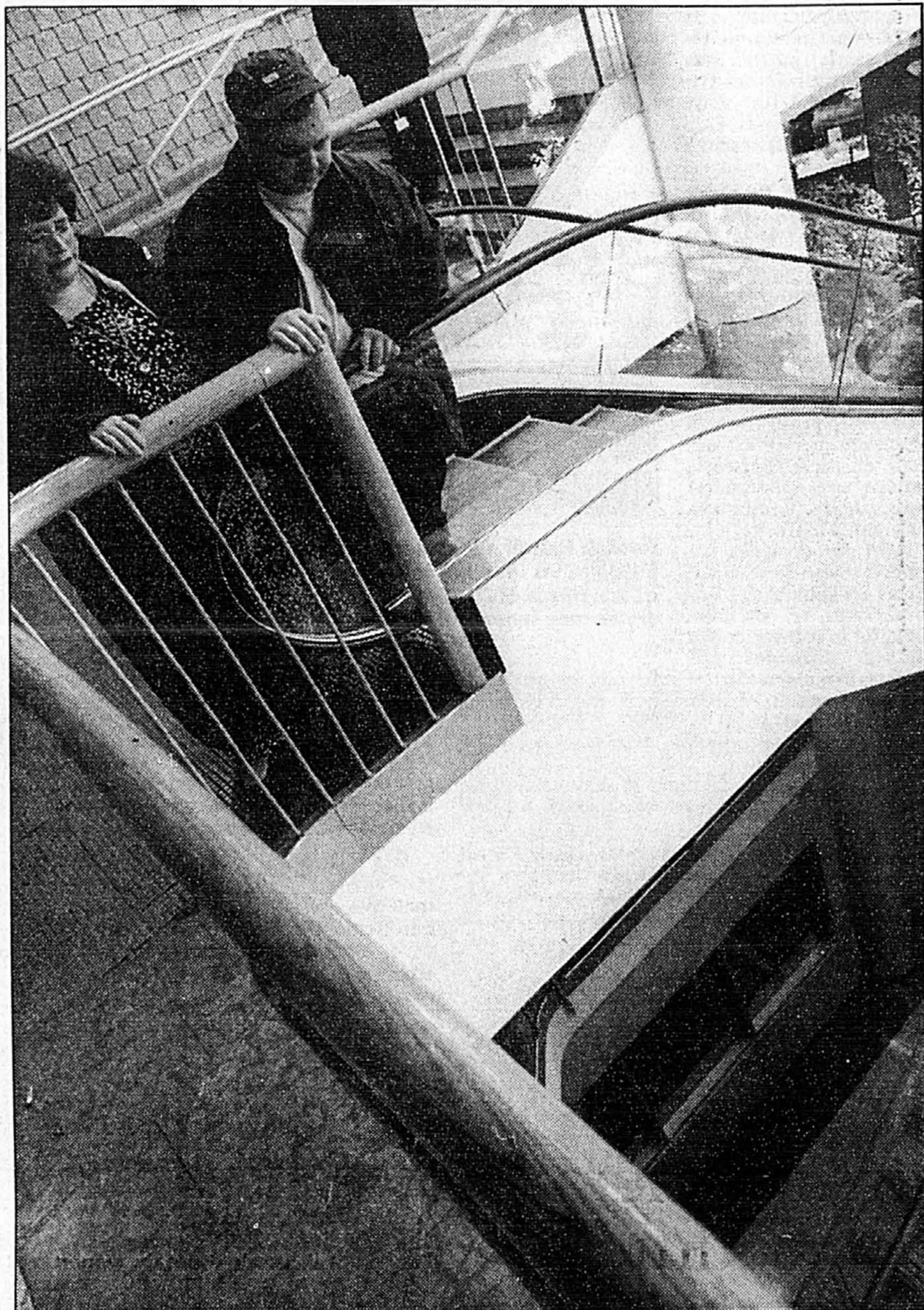
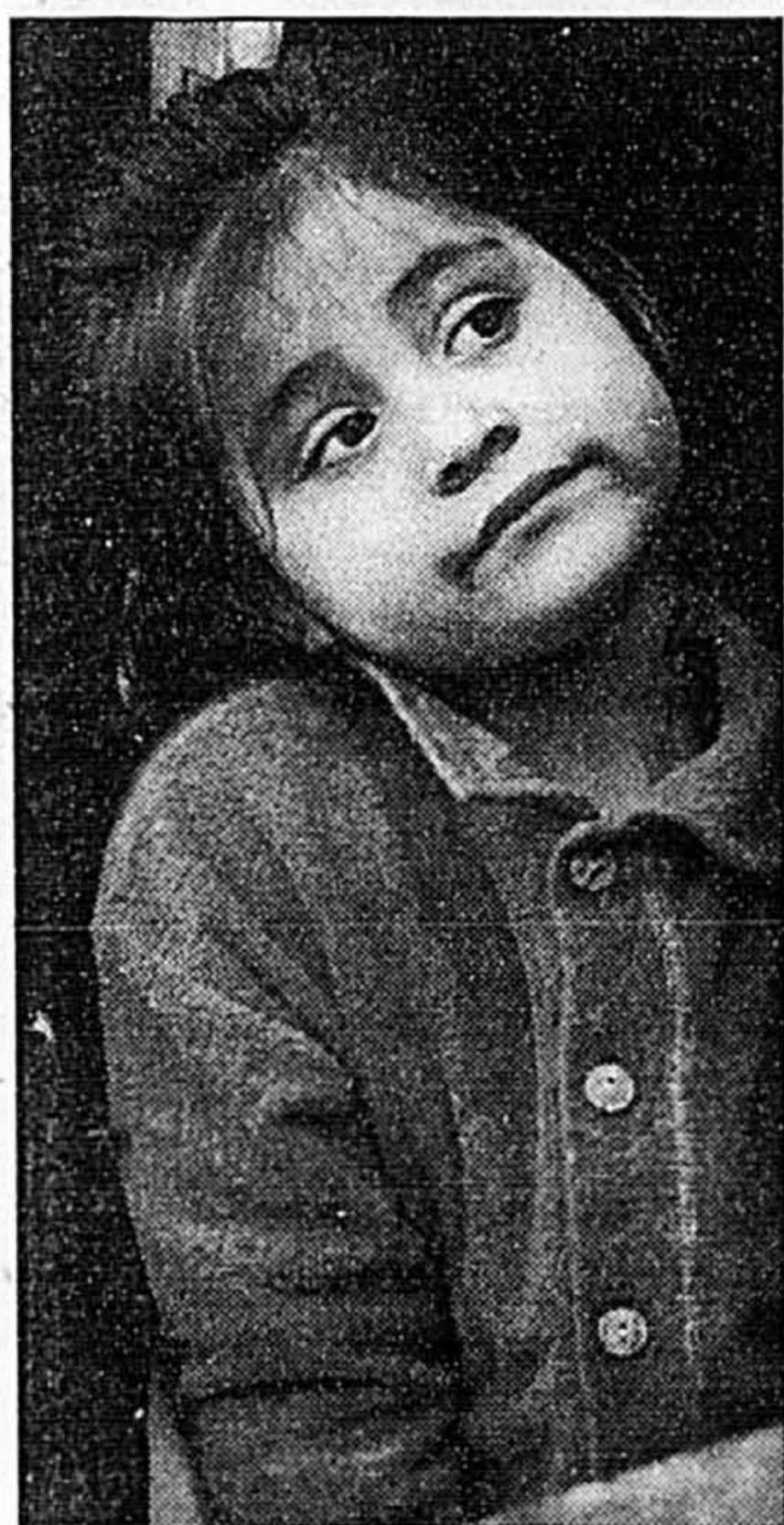


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Guy Desaulniers et son épouse Céline mesuraient avec effroi, hier, la hauteur de laquelle est tombé leur fils. Agrippé à la rampe de l'escalier mobile et suspendu dans le vide, l'enfant a dû lâcher prise lorsqu'il est arrivé en haut.



Constance, la cadette de la famille Mondaca, fêtera son cinquième anniversaire aujourd'hui, dans l'église Advent où elle et les siens se sont réfugiés pour éviter d'être expulsés vers le Chili. Son père, Jorge, se méfie des manoeuvres du ministère de l'Immigration.

## La famille Mondaca occupe toujours l'église Advent

Elle juge insatisfaisantes les propositions du ministère de l'Immigration

CHRISTIANE DESJARDINS

Qualifiant les propositions que le ministère de l'Immigration lui a faites de « bidon » et « bureaucratiques », la famille Mondaca se dit bien décidée à continuer son siège à l'église Advent, située au 4611 boulevard de Maisonneuve Ouest.

Hier, une soixantaine de manifestants sont d'ailleurs venus appuyer la famille, qui s'est réfugiée il y a un peu plus d'une semaine dans cette petite église anglicane. Jorge Mondaca, le père, se dit touché par l'appui des Québécois.

« On ne manque de rien, on a tout ce qu'il faut, dit-il. Il ne nous manque que la décision de la ministre Robillard pour que l'on puisse rester au Canada. »

Jorge Gustavo Mondaca, 31 ans, son épouse Jessica Chappa, 32 ans, et leurs trois fillettes, Elisabeth, dix ans, Camilla, huit ans, et Constance, cinq ans, sont arrivés au Canada il y a trois ans, en provenance du Chili. En juin dernier, le statut de réfugié leur a été refusé. Pour éviter l'expulsion, la famille s'est cachée et n'est sortie de sa clandestinité que la semaine dernière, pour occuper l'église Advent.

Cette semaine, Richard Saint-Louis, porte-parole du ministère de l'Immigration, a rencontré la famille Mondaca.

« Ce qu'on nous propose, c'est de sortir du Québec pour faire une demande d'immigration au gouvernement du Québec. Mais c'est sim-

plement pour se débarrasser de nous. C'est la même solution qui a été proposée cet automne pendant l'occupation de l'église Saint-Jean-de-la-Croix. Sur 160 familles qui revendiquaient une solution, seulement sept ont été présélectionnées, et se sont rendues à leurs frais au Mexique. En bout de ligne, seulement deux d'entre elles ont pu revenir », explique Jorge Mondaca.

L'autre solution proposée par le ministère est de déposer une requête pour des dépôts humanitaires. Selon M. Mondaca, il s'agit aussi d'une impasse, puisque peu de requêtes sont acceptées.

« Nous ne sortirons pas de l'église tant qu'une vraie solution ne nous sera pas proposée », dit M.

Mondaca, en réaffirmant craindre pour sa sécurité et celle de sa famille s'ils retournent au Chili.

La famille et les organismes communautaires qui l'appuient demandent également une suspension des déportations et une enquête indépendante sur la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, qui est, selon eux, un vrai fouillis.

Seule solution en ce moment pour la famille, le porte-parole du ministère lui a assuré qu'aucune opération de force ne sera entreprise pour la déloger de l'église.

« C'est ce que M. Saint-Louis nous a dit cette semaine. J'ai confiance en lui », conclut M. Mondaca.

**CENTRE DE REFUGIÉS  
REFUGEE CENTRE**  
**LUNDI à VENDREDI  
MONDAY to FRIDAY**  
**11 h à 15 h**  
**SOUS-SOL  
BASEMENT**



PHOTOS ROBERT SKINNER, La Presse

## Vol d'une fourgonnette remplie de pièces de monnaie

RAYMOND GERVAIS

Un employé de Stationnement de Montréal a eu la surprise de sa vie hier, lorsqu'un homme muni d'une arme de poing a ouvert la portière de sa fourgonnette, pour s'installer à la place du conducteur et voler le véhicule avec son précieux contenu.

Le vol inusité s'est produit à midi, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain, dans le centre-ville.

L'employé de Stationnement de Montréal était seul à bord de la fourgonnette grise identifiée au nom de l'organisme, et se trouvait à l'arrière du véhicule, attendant son collègue qui faisait la cueillette du contenu des parcomètres de l'autre côté de la rue, lorsque l'intrus s'est manifesté.

Lorsque le braqueur a surgi dans la fourgonnette, il a immédiatement appuyé sur l'accélérateur. Surpris, le préposé a lâché un cri, lui demandant d'arrêter ça tout de suite. En guise de réponse, l'homme s'est retourné et a pointé une arme en direction du préposé, lui ordonnant de descendre, ce qu'il s'est d'ailleurs empressé de faire.

Le voleur a alors pris la fuite à bord du véhicule, lequel contenait pour plusieurs milliers de dollars de pièces de monnaie et, peut-être, des jetons achetés à la quincaillerie.

Le voleur n'a pas dû avoir la tâche facile lorsqu'il a voulu mettre la main sur l'argent, puisque les pièces de monnaie se trouvent dans des contenants en acier, dont l'ouverture est verrouillée.

Le voleur est un homme de race blanche âgé d'environ 35 ans.

# Des plantes sauvages en voie d'extinction ?

RAYMOND GERVAIS

Deux botanistes-écologistes, Patrick Nantel et Gisèle Lamoureux, ont procédé hier au lancement du livre *Cultiver des plantes sauvages... sans leur nuire*.

Selon les deux auteurs, 44 espèces à croissance lente ou à propagation restreinte, parmi les 239 plantes indigènes qu'on retrouve actuellement sur le marché, doivent être retirées des circuits commerciaux, si l'on ne veut pas que l'histoire de l'ail des bois se répète.

Aucune plante sauvage indigène, sur le marché horticole, n'est à l'abri d'une utilisation à des fins commerciales.

Gisèle Lamoureux estime que pour rentabiliser leur commerce, les producteurs sont tentés de prélever des spécimens en milieu naturel, puisque la production de plusieurs espèces est très lente en serre. Plusieurs années sont nécessaires pour que les plantes parviennent à maturité.

Afin de protéger ces espèces, les deux botanistes réclament des lois contrôlant le prélèvement ou le commerce des plantes indigènes. Les auteurs proposent quatre solutions temporaires en attendant l'établissement d'une législation appropriée : ne vendre ni n'acheter de plantes sauvages indigènes à croissance très lente ; ne vendre et n'acheter que les plantes sauvages indigènes capables de supporter un prélèvement commercial ; ne vendre ni n'acheter les autres plantes sauvages indigènes, puisque leur capacité de supporter le prélèvement commercial demeure incertaine, et finalement, favoriser le commerce des plantes sauvages naturalisées, sauf celles qui sont identifiées comme nuisibles à l'agriculture.

Ces recommandations ne font toutefois pas l'unanimité parmi les membres de FloraQuébec, un organisme qui regroupe de 200 à 300 botanistes et horticulteurs, tant professionnels qu'amateurs.

Quatre producteurs spécialisés dans le domaine des plantes dites en danger s'opposent à l'adoption d'une telle législation, qui briserait les reins d'une industrie dont les retombées se chiffrent à quelque 450 000 \$.

Selon eux, la production de plantes indigènes en pépinière est une réalité ici comme ailleurs et il est faux de prétendre que le commerce des plantes herbacées doit être arrêté.

« On est d'accord pour que l'on empêche le prélèvement des plantes dans leur milieu na-

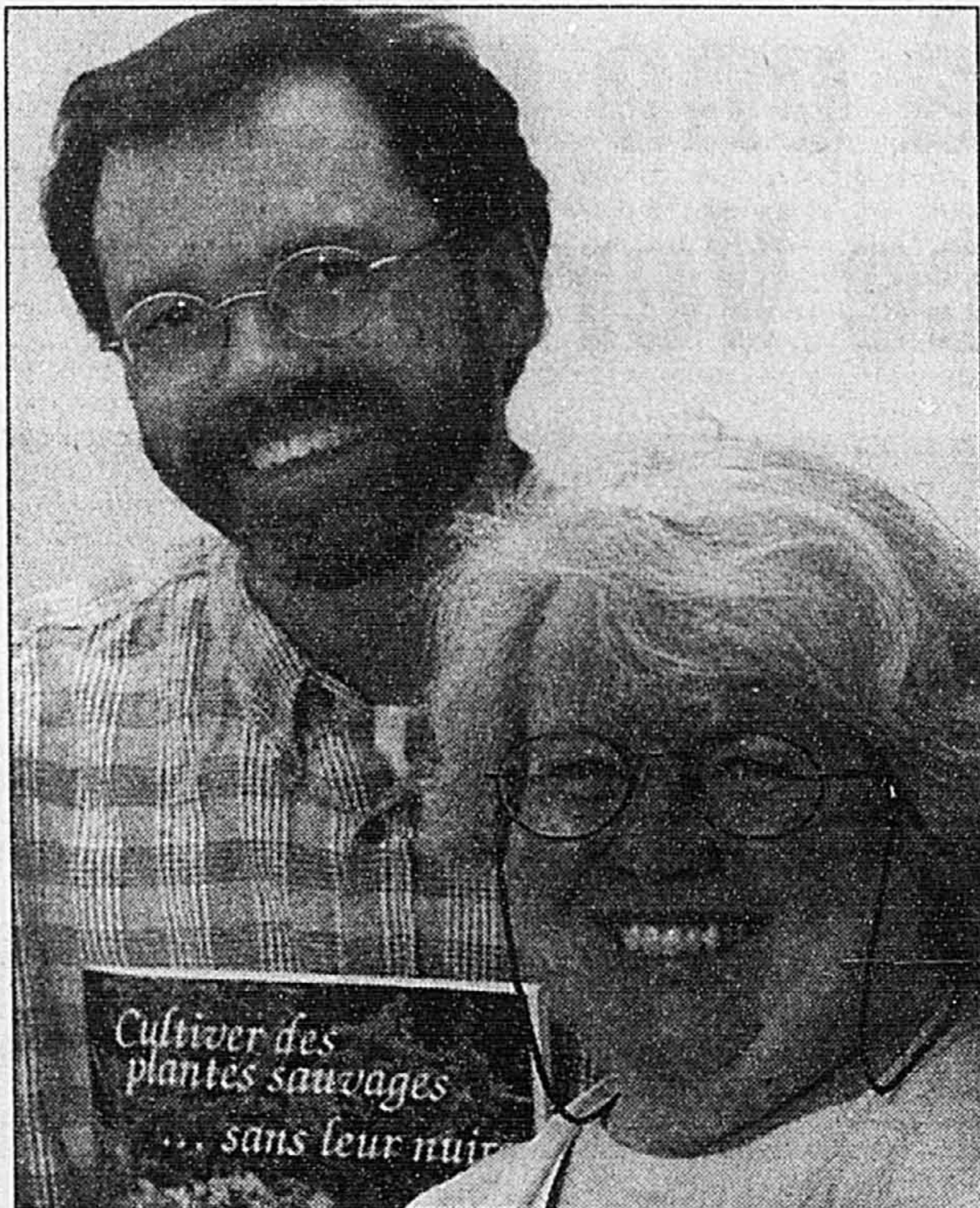


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

**Patrick Nantel et Gisèle Lamoureux viennent de produire un livre qui relance le débat sur la protection et la commercialisation des plantes indigènes à croissance lente.**

turel, mais nous interdire de produire des plants en pépinière et de les vendre est un non-sens », soutiennent les producteurs.

Adamo Sénécal, président des Fougères Boréales, affirme qu'il est maintenant possible de produire des fougères par milliers à partir d'une seule cellule végétale. M. Sénécal applique une méthode in vitro qui permet le clonage de milliers de fougères.

Selon lui, la liste des 44 espèces de plantes dénombrées par FloraQuébec serait faussée et les recommandations contenues dans *Cultiver des plantes sauvages... sans leur nuire* mal ciblées.

Ces recommandations mettront en danger la survie de l'entreprise de M. Sénécal, assure ce dernier.

Marc Meloche, de Flore Sauvage, abonde dans le même sens et prétend que les deux auteurs sont partis avec l'idée préconçue et non vérifiée que le commerce des plantes indigènes doit nécessairement reposer sur le prélèvement intégral en milieu naturel.

Le livre de Gisèle Lamoureux et de Patrick Nantel n'a donc pas fini de faire parler les gens qui s'intéressent à la préservation des plantes indigènes et à leur commercialisation. Québec devra faire la part des choses et légiférer en conséquence.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

« Charlotte, c'est notre petite dernière », promettent Brigitte et Normand.

## Un autre bébé chinois pour une famille gaspésienne

CHRISTIANE DESJARDINS

Minuit et demi, samedi matin. La petite Li Liu rigole furieusement en sautant sur les genoux de sa nouvelle maman. Il est beaucoup trop tôt pour aller faire dodo. Après tout, il n'est qu'une heure de l'après-midi en Chine, pays qu'elles ont quitté une vingtaine d'heures auparavant.

Normand Michaud et Brigitte Sirois sont arrivés à Dorval en soirée, vendredi, avec la fillette de 13 mois qu'ils ont adoptée en Chine. En quatre ans, Li Liu, qui devrait bientôt s'appeler Charlotte, est la troisième petite Chinoise qu'ils ramènent pour élargir leur famille.

Trois enfants qu'ils ont eu ensemble, plus trois fillettes chinoises, oui, cela fait bien six enfants à table.

« C'est la dernière, c'est certain. Notre famille est complète maintenant », assurent en riant Brigitte, 37 ans, et Normand, 40 ans.

Bien que le couple possède une ferme laitière à Lac Humqui, dans la vallée de la Matapédia, et que ce ne soit pas l'espace qui manque, il souligne qu'il faut bien mettre une limite quelque part.

Mais au fait, qu'est-ce qui peut bien pousser un couple à adopter des fillettes chinoises, quand il a déjà fait trois enfants ?

« Je ne pouvais plus avoir d'enfants. Nos deux aînés sont des garçons, la plus jeune est une fille, et nous voulions qu'elle ait une petite soeur. Ça a commencé comme ça. Maintenant, elle a trois soeurs et on est en train de construire une plus grande maison », dit Brigitte.

Le couple ne regrette absolument pas son choix. « Quand on s'est rendus en Chine pour la première, Yuan Isabelle, j'ai dit à Normand : « Pourquoi on ne reviendrait pas s'en chercher une autre ? »

« Es-tu folle, que je lui ai répondu. Finalement, c'est moi qui suis retourné en Chine en 1997, pour aller chercher la deuxième, Marili », rigole Normand.

Puis le couple s'est décidé pour une troisième. Et voilà Charlotte.

Charlotte semble tout à fait à l'aise dans son nouvel environnement. « Le premier jour, elle hurlait. Elle trouvait que je ne ressemblais pas du tout à une nanny chinoise, rigole Brigitte. Mais elle s'est adaptée très vite, encore plus vite que les deux autres. Elle adore rire, c'est un vrai petit clown. »

L'enfant se trouvait à l'orphelinat de Yiyang, dans la province de Jiangxi. Elle leur a toutefois été remise ailleurs, en terrain neutre.

« Depuis qu'un reportage a fait état des horreurs de certains orphelinats, les parents n'y sont plus admis », signale Normand.

« Comparé à la première fois où nous sommes allés, en 1995, on constate toutefois que la santé des enfants s'est améliorée », précise Brigitte.

Officiellement, Li Liu a été abandonnée devant la porte d'un ministère, peu après sa naissance.

« Mais on prend ces explications avec un grain de sel. Ce sont toujours des histoires semblables que l'on raconte aux parents adoptifs. Notre deuxième avait supposément été abandonnée le long d'une route. De toute façon, ce n'est pas important pour nous. »

L'adoption internationale coûte cher, c'est bien connu. « C'est un sujet que l'on n'aime pas aborder, dit Brigitte. Oui, c'est cher et c'est de l'argent que bien souvent on n'a pas, on l'emprunte. Mais c'est un choix que l'on a fait. Nous en avons longuement discuté avec nos enfants naturels avant d'adopter les filles. On leur a dit qu'ils devraient faire une croix sur les bicyclettes neuves, les grosses sorties et un tas d'autres choses. Mais ils étaient d'accord et même emballés. Ça leur a ouvert l'esprit. Ils s'intéressent beaucoup à tout ce qui se dit et s'écrit sur la Chine maintenant, et ils adorent leurs soeurs. »

Après quelques heures de repos à Montréal, l'heureux trio prenait la route hier matin pour rentrer à la maison à Lac Humqui. Les cinq enfants restés à la ferme avaient bien hâte de faire connaissance avec leur nouvelle petite soeur.

La grille du mois

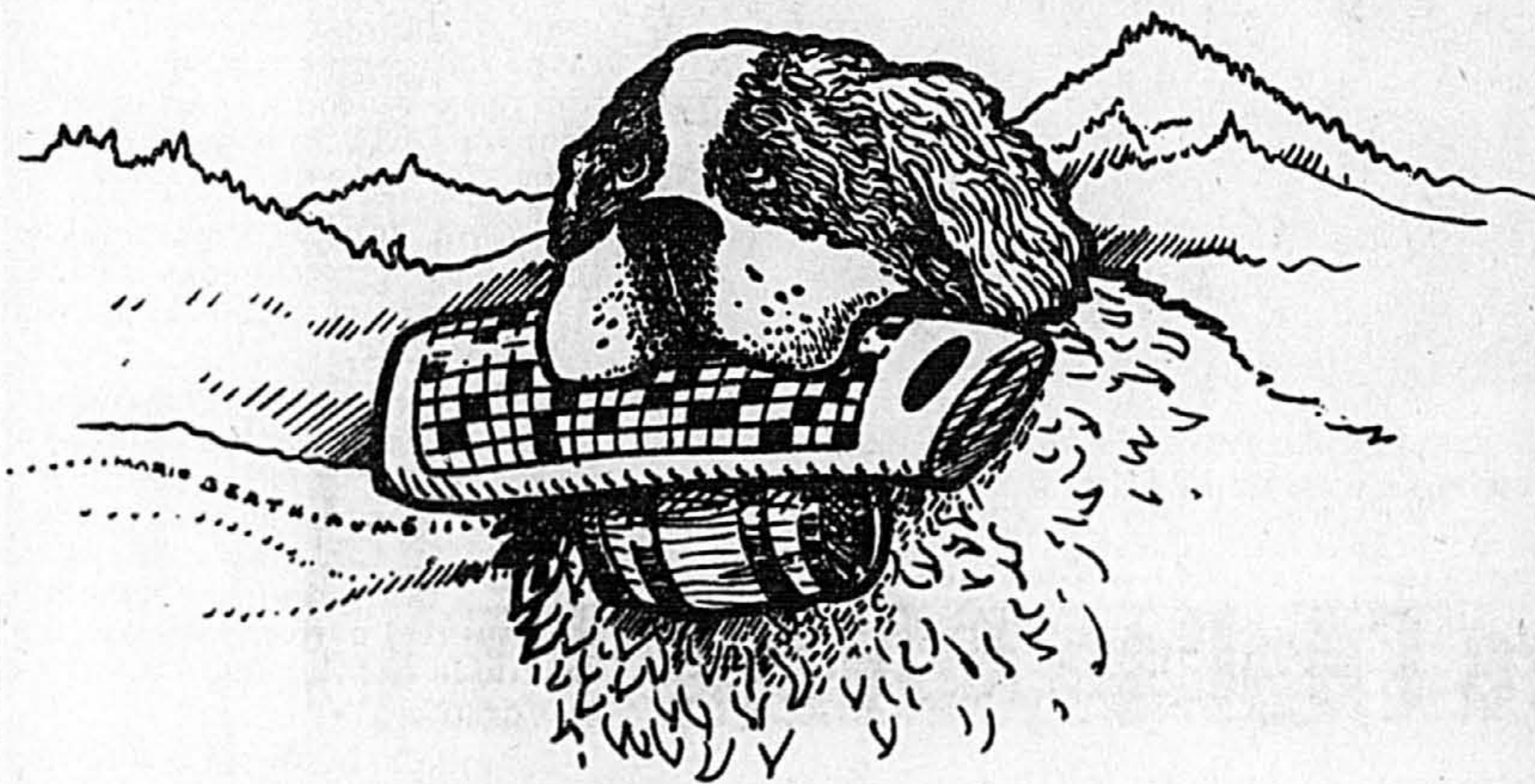
La Presse

et

LES ÉDITIONS DE L'HOMME

vous présentent la Supergrille du mois de

mars



100 gagnants

mériteront le livre *Guide du savoir-écrire* et le fameux t-shirt *J'ai réussi*.

À surveiller aujourd'hui !

Courez la chance de gagner

LA MAISON DE REVE avec tout achat ou location d'un véhicule neuf ou d'occasion chez Popular.

Grande Vente

C'est renversant!



Êtes-vous fait pour Volkswagen?

Popular MONTREAL

Laurier

Jusqu'au 30 avril

5441, rue Saint-Hubert  
Tél. : (514) 274-5471

# La file d'attente



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

**M**ercredi fin d'après-midi. Je suis en train d'attendre. Dans la queue. À Dorval. J'attends de passer à l'immigration. J'arrive de Londres. Ça m'a pris 7 heures pour traverser l'Atlantique. Ça va me prendre deux heures pour avancer de 50 pieds ! La vie est absurde. L'homme a inventé la roue, l'auto, l'avion, la fusée, le téléphone, le fax, le cellulaire, le satellite et l'ordinateur, dans un seul but : aller vite. Être efficace. Ne pas perdre son temps. Profiter de chaque seconde. Mais l'homme ouvre seulement sept comptoirs sur quatorze, quand il y a trois Boeing qui arrivent en même temps à Dorval. L'homme est épais. Surtout lorsqu'il attend.

Je suis en train d'attendre. Dans une des sept queues. J'avais cru choisir la plus rapide. Mais j'ai choisi la plus lente. C'est toujours comme ça. On se trompe tout le temps. Je suis tanné. Il n'y a rien de plus plate que d'attendre. J'hais ça. Mon cerveau est au

neutre. Je fixe le derrière de la tête de la personne qui me précède. Et quand son derrière avance de deux pouces, j'avance mon derrière de deux pouces aussi. J'ai l'air d'un mouton. Dans un troupeau de moutons. D'ailleurs le gars en avant de moi sent un peu le méchoui passé date. À moins que ce soit moi ?

Ça se peut. J'ai tellement chaud. J'enlève mon manteau. Je soupire. J'ai les jambes molles. Un peu de misère avec mon équilibre. Je m'appuie sur une colonne. Le monsieur en avant de moi se retourne. C'est un Français. De France. Il me dit :

« Mais mon pauvre ami, ne restez pas ici, allez au comptoir là-bas. Vous n'attendrez pas. C'est pour les gens comme vous. »

Il me pointe le comptoir réservé aux personnes handicapées. Je lui souris. Je lui fais signe que non. Que je reste ici. Il me regarde. Il croit que je ne le comprend pas. Il insiste. Jette un long regard sur mes jambes. Puis il hausse les épaules. L'air de dire : « Pauvre type ! Tant pis pour lui ! Il est trop bête pour se mettre dans la bonne file ». Et il se retourne. Je reste derrière lui. Pascale, mon assistante, est un peu gênée d'avoir assisté à ça. Moi, je ne dis pas un mot. Ça aurait été trop long d'expliquer au serviable monsieur pourquoi je suis dans la bonne file...

C'est plus facile de l'écrire. Ça remonte à un soir de juillet 1967. J'avais 6 ans. Je tenais la main de mon père. On venait de passer la plus belle des journées à l'Expo. J'avais marché. Couru. Trippé. J'étais bien fatigué. J'avais les jambes mortes. Et on attendait l'autobus pour sortir de l'île. La file de monde était longue. Interminable. Les autobus arrivaient un par un. Mais c'était ja-

mais notre tour. On était les derniers de la queue. Après une vingtaine de minutes, mon père, croyant bien faire, m'a pris dans ses bras et m'a dit : « Ça pas de bon sens ! On va aller dire au contrôleur que tu ne peux pas attendre comme ça, à cause de tes jambes... » Je me suis mis à pleurer. À crier. Tellement fort que mon père a été incapable d'expliquer au contrôleur ma situation. On est donc retourné se mettre au bout de la queue. Et j'ai arrêté de pleurer. Instantanément. Mon père était choqué. Il m'a demandé : « Pourquoi t'as fait ça, Stéphane ? On serait dans l'autobus, en route pour la maison... » J'ai levé les yeux et je lui ai dit : « Papa, je veux attendre comme tout le monde ».

Mon père avait compris. Je n'ai plus jamais eu besoin de le redire. Faire comme les autres. C'est ce que je voulais. Et c'est ce qu'on a fait. Au bout d'une heure et demie, on est finalement monté dans l'autobus. Et une heure plus tard, j'étais à la maison. Épuisé. Éreinté. Mais heureux. Comme si je venais de gravir l'Everest. Parce que j'avais attendu comme les autres. Parce que je n'avais pas eu de passe-droit. Ce soir-là, c'était décidé. Pour la vie. Jambes croches ou pas, tant que je le pourrai, je prendrai toujours le même chemin que les autres. Et si jamais j'en prends un autre, ce sera un chemin que je me serai fait moi-même. Je serai autonome. Les gens autour de moi croiront que c'est une question d'orgueil. Peut-être. Mais c'est avant tout une question de bonheur. C'est plate attendre en ligne. Pour tout le monde. Qu'on ait mal aux jambes ou pas. Mais quand on a fini d'attendre, on est encore plus heureux d'être rendu où on est. Les

raccourcis ne donnent jamais ce genre de satisfaction.

C'est parce qu'on attend le printemps, si longtemps, qu'on l'aime tellement.

Je suis toujours en train d'attendre. Pas le printemps. Non. Le douanier. Ce qui n'est vraiment pas la même chose. Mais j'ai le sourire aux lèvres. Grâce au monsieur français, je me rends compte que des centaines de personnes qui attendent depuis une heure, en ligne à Dorval, pour passer à l'immigration, je suis le seul qui le fait par choix. Le seul qui a préféré prendre la longue route plutôt que l'express. C'est tellement inné pour moi de prendre la même file que tout le monde que j'avais oublié que j'aurais pu passer directement. Et être déjà à la maison. Mais je préfère être ici. Même si j'ai chaud. Même si c'est plate. Même si je suis fatigué. Car je suis convaincu que la file pour moi, c'est celle où je suis. Je ne sais pas si ça fait de moi un brave ou un con. Mais je sais que ça fait de moi le drôle de gars que je suis. Et c'est pour ça que je souris. Et que je continue d'attendre...

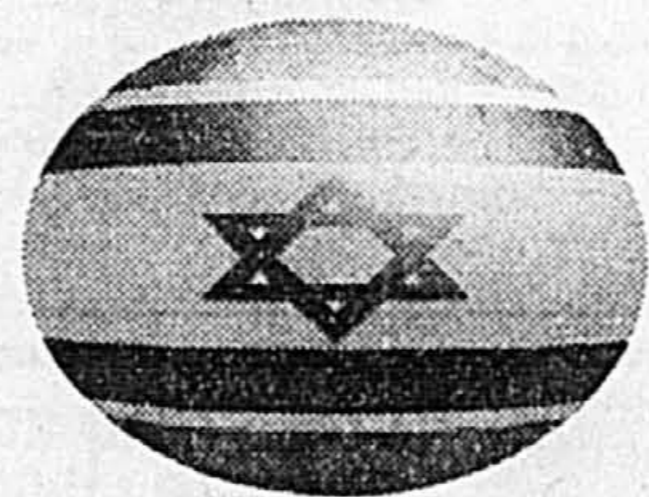
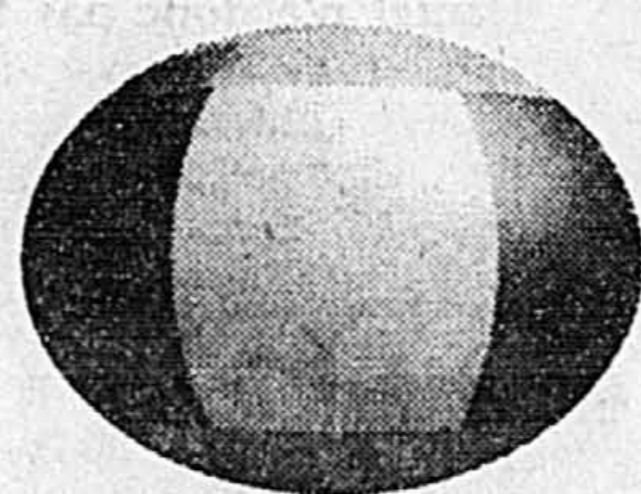
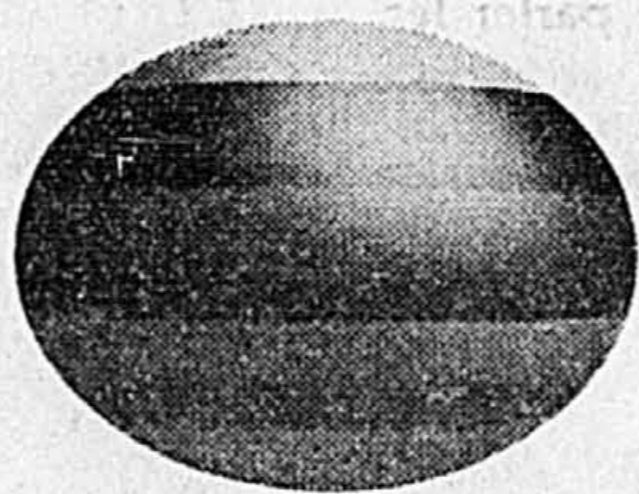
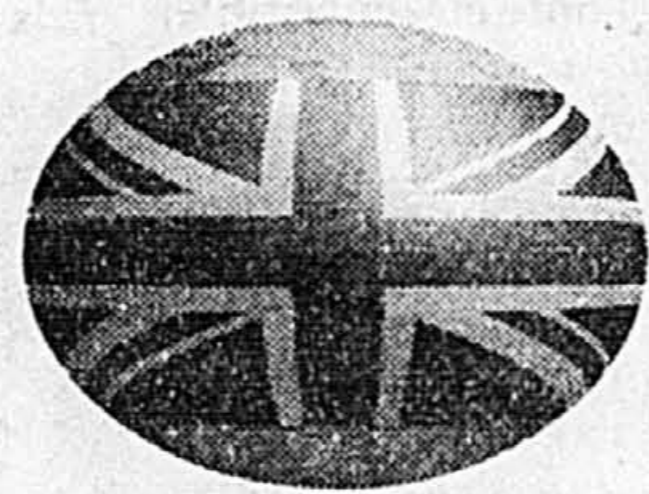
■■■

Au fond, c'est une bonne affaire que Gilbert Rozon puisse aller aux États-Unis. Pendant qu'il est là-bas, nos femmes, ici, ont la paix !

■■■

Après l'échange de Dampousse, Réjean Houle a déclaré : « J'ai bien essayé d'échanger aussi José Théodore aux Sharks, mais ils n'en ont pas voulu parce qu'ils sont Sam José ! C'est de l'humour ! Hi ! Hi ! Hi ! Ça m'aide beaucoup en ce moment ! »

## Heures de pointe. Appelez n'importe où, n'importe quand.



DES ÉCONOMIES SUR LES TARIFS INTERURBAINS  
QUI VALENT LA PEINE DE CHANGER DE FOURNISSEUR

	<b>PRIMUS</b> Lien International	<b>AT&amp;T</b> Préférence	<b>SPRINT</b> MAXI au mois	<b>BELL</b> Simplitel
Royaume-Uni	<b>12¢</b>	.25	.22	.22
Allemagne	<b>18¢</b>	.45	.40	.40
France	<b>19¢</b>	.39	.35	.35
Israël	<b>25¢</b>	1.09	.99	.99
Corée du Sud	<b>39¢</b>	.85	.84	.84
Grèce	<b>45¢</b>	.89	.79	.79

Tous les programmes sont fondés sur les tarifs internationaux minimums à la minute disponibles 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Tarifs en vigueur à compter du 15 mars 1999. Modalités de service PRIMUS - À compter du quatrième mois, des frais d'utilisation de 2,95 \$ par mois sont exigés des clients d'affaire qui ne s'engagent pas par contrat pour un terme d'un an, de même que des clients d'affaire et des particuliers qui ne reglent pas par retrait bancaire préautorisé.

Composez 1 888 924 8899

www.primustel.net

La déréglementation a amené au Canada une nouvelle compagnie d'interurbain, une compagnie qui offre des tarifs d'appel étonnamment bas vers 230 pays étrangers aussi bien que vers n'importe quel point du Canada, une compagnie dont le réseau numérique s'étend au monde entier. S'abonner est facile, ne comporte aucun frais et peut se faire 24 heures sur 24, 7 jours par semaine. Primus : la compagnie d'interurbain qui vous permet des économies mondiales, à la maison aussi bien qu'au bureau. Aucun numéro supplémentaire à composer, rien que des économies supplémentaires.

# PRIMUS

DES ÉCONOMIES DE PREMIER ORDRE SUR LES APPELS INTERURBAINS INTERNATIONAUX

# Le bilan de la tragédie du Mont-Blanc s'alourdit

Une cassette vidéo tournée par les pompiers révèle un spectacle effroyable

Agence France-Presse  
CHAMONIX, France

Quatre jours après le début de la catastrophe dans le tunnel du Mont-Blanc, le bilan, encore provisoire, s'est alourdi hier pour atteindre au moins 40 morts.

Toute la journée, les experts français, italiens et suisses ont poursuivi leur travail de fourmis à l'intérieur du tunnel dévasté.

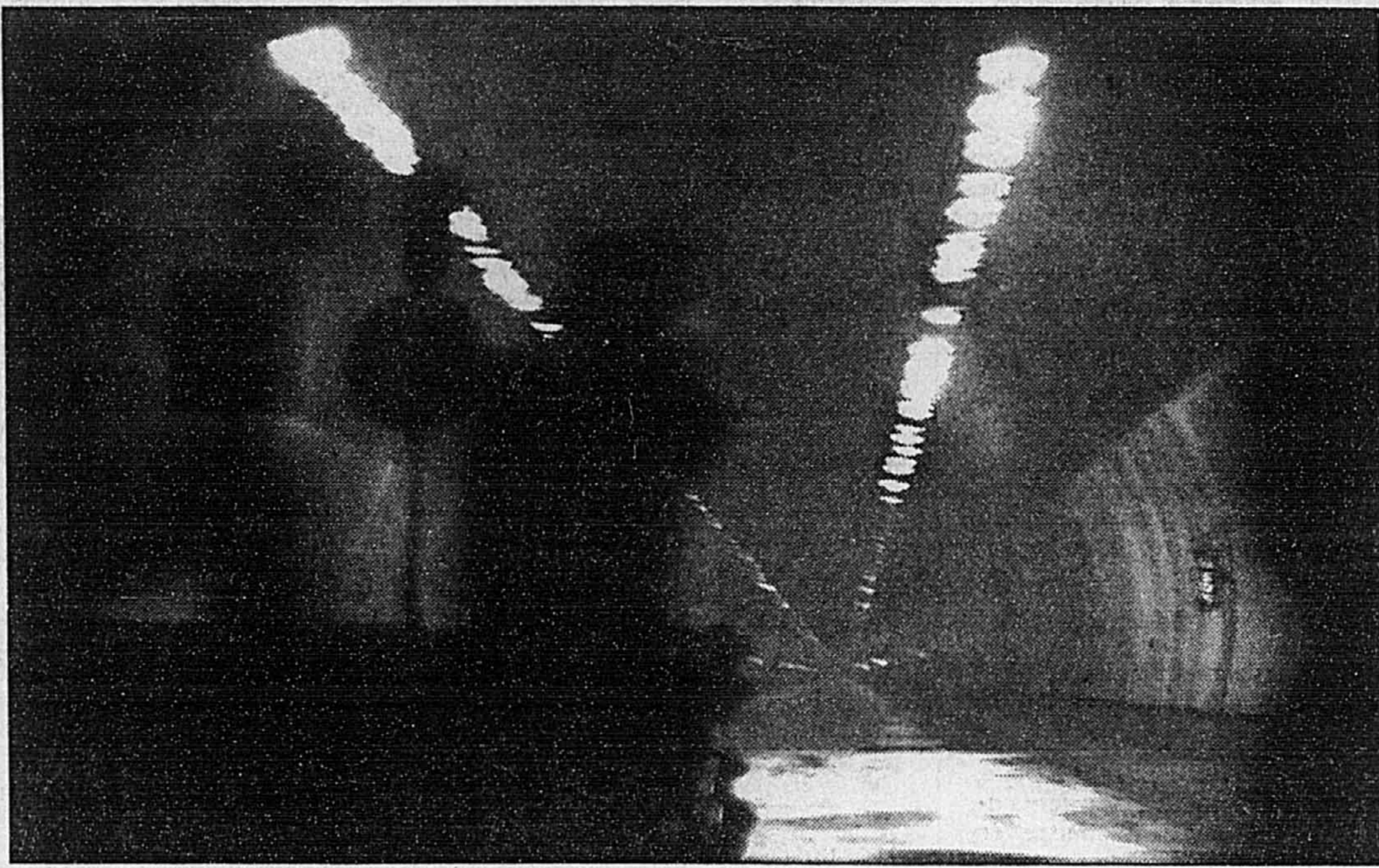
Aucun bilan définitif ne pourra être établi avant la fin des opérations de refroidissement de la galerie et d'identification des morts, a indiqué le capitaine des pompiers français Philippe Chappet.

Six corps ont été extraits du tunnel, dont celui de l'employé italien qui avait pu sauver une dizaine de personnes avant de périr asphyxié, a-t-il précisé.

Selon le responsable italien du tunnel, Franco Colombo, les restes des autres victimes sont rassemblés dans une chambre mortuaire à l'intérieur de la galerie, où sont à l'oeuvre les experts de la police judiciaire française.

Une cassette vidéo tournée par les pompiers dans le tunnel a révélé un spectacle effroyable. « C'est comme si une nuée ardente, comme à Pompéi, avait saisi les gens dans leurs véhicules mais, au lieu d'une chaleur intense passagère, leurs corps sont ensuite restés 48 heures à plus de 700 degrés », raconte un commandant des pompiers de Haute-Savoie.

« Les véhicules se suivent comme à un péage, sans se toucher, en file indienne », poursuit l'officier en évoquant la trentaine de ca-



Un policier italien monte la garde à l'entrée du tunnel. Selon des témoignages, les camions sont presque réduits à leurs seuls essieux, le bitume n'existe plus, il a fondu, et la route n'est plus qu'un chemin de cendres et de morceaux des voûtes qui se sont effondrées par pans entiers.

PHOTO REUTERS

mions et voitures pris au piège mercredi matin quand l'incendie d'un camion belge transportant de la farine et de la margarine a embrasé le centre du tunnel.

« Les camions sont presque réduits à leurs seuls essieux, le bitume n'existe plus, il a fondu, et la route n'est plus qu'un chemin de cendres et de morceaux des voûtes qui se sont effondrées par pans entiers », décrit encore l'officier.

« Les corps sont complètement brûlés. Il ne reste que des bouts d'os dans les carcasses calcinées des véhicules », a pour sa part rapporté un pompier suisse.

Le procureur de la République de Bonneville (est), Bruno Charve, qui a ouvert une information judiciaire pour « homicide involontaire », a estimé que l'identification des victimes serait « longue et très difficile ». Seuls cinq corps

avaient été formellement identifiés samedi.

Le procureur Charve parle « d'une véritable fournaise qui s'assimilait davantage à un tuyau de chalumeau qu'à un tunnel ».

À Chamonix, le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement a participé hier matin à la cérémonie d'hommage à l'adjutant-chef Georges Tosello, seul pompier mort dans les opérations de secours.

Selon le quotidien *Le Dauphiné Libéré*, ce pompier de 54 ans, père de deux enfants, n'était pas pourvu de l'appareil respiratoire indispensable dans des opérations extrêmes, ces équipements n'ayant pas été disponibles en nombre suffisant mercredi lors des premières opérations de secours.

« C'est une question à laquelle il faudra apporter une réponse précise », a insisté M. Chevènement qui visitait le PC opérationnel des pompiers à l'entrée française du tunnel.

Outre les conditions d'intervention des pompiers, la polémique porte également sur les conditions de sécurité dans le tunnel : insuffisance des systèmes d'extraction de la fumée, absence d'une galerie pour les secours, abris pressurisés inadaptés à une chaleur persistante.

« Nous devons essayer d'être objectifs sans d'emblée chercher à trouver des boucs émissaires, mais en cherchant minutieusement à établir les responsabilités de chacun. Cette enquête sera menée, la justice fera son travail », a tranché M. Chevènement.

Dans cette controverse, le concessionnaire français du tunnel (ATMB) s'est retranché jusqu'à présent derrière les deux enquêtes en cours, judiciaire et administrative.

Dans le tunnel, les pompiers ont tenté de réduire, à l'aide de brumisateurs géants, un dernier « bouchon de chaleur » de plusieurs centaines de mètres qui les empêchait de travailler.

Pour les 60 pompiers engagés versant italien, dont les marins-pompiers de Marseille, « la mission est de refroidir à outrance », a expliqué l'un d'eux, précisant que la température était passée hier au-dessous des 50 degrés.

## Premier lancement à partir d'une plate-forme flottante

Agence France-Presse

Le premier lancement de fusée, une Zénith, à partir de la plate-forme flottante de Sea Launch immobilisée au milieu de l'océan Pacifique s'est parfaitement déroulé samedi vers 17 h 30 heure de Los Angeles, a annoncé un porte-parole de la société Boeing.

La fusée devait placer sur une orbite de transfert un petit satellite

inerte, simplement capable de transmettre des signaux pour indiquer sa position.

La base de lancement, une ancienne plate-forme de forages pétroliers reconstruite et dénommée Odyssee, avait été placée au niveau de l'équateur, à 2.240 km au sud d'Hawaï, pour mieux profiter de la vitesse de la rotation de la Terre et donner ainsi plus de puissance au lanceur.

Les opérations de lancement étaient dirigées depuis un navire de commandement placé à quelque 5 km de la plate-forme.

Lancée en 1995, la société Sea Launch est une entreprise mixte dans laquelle l'Américain Boeing possède 40 % des actions, le Russe Energia 25 %, le Norvégien Kvaerner 20 % et les Ukrainiens Ioujnoe et Ioujmachzavod 15 % au total.

La plate-forme de lancement a 131 m de long et 66 m de large. Elle est basée dans le port californien de Long Beach et se déplace par elle-même pour aller sur les lieux du lancement, transportant la fusée en position couchée. Arrivée sur place après un voyage d'environ 11 jours, elle est à moitié immergée grâce à un système de ballasts pour assurer sa stabilité. La fusée Zénith est capable de

mettre sur orbite des charges de cinq tonnes.

La société Sea Launch aura la capacité de lancer huit satellites par an et a déjà reçu une quinzaine de commandes de lancements, provenant en majorité de compagnies américaines.

Le coût d'un lancement par Sea Launch est estimé entre 70 et 100 millions de dollars.

Merci maman,  
merci papa  
mais surtout  
merci au  
public

Les jeux sont faits.  
Ce soir nous connaissons  
le choix du public pour les artistes  
de la télévision.

Et le **MÉTROSTAR**  
est remis à ...

Le gala  
**MÉTRO**  
**Star**

Ce soir 19 h

ANIMÉ PAR RENÉ SIMARD

**MÉTRO** **TVA**

Soyez à votre  
affaire!



Cadavre découvert

Le cadavre d'un homme âgé a été découvert ensanglanté dans le sous-sol de sa résidence hier soir vers 22 h 30 par des policiers de la CUM qui se rendaient vérifier une information obtenue par le fils de la victime. Ce dernier avait communiqué avec le 911, demandant aux policiers de se rendre au domicile de son père situé rue Willowdale, dans le quartier Côte-des-Neiges. À leur arrivée, les agents ont découvert le corps de l'homme qui baignait dans son sang. Au moment de mettre sous presse, il était impossible d'en savoir davantage.

**STANSTEAD COLLEGE**  
**SÉJOUR LINGUISTIQUE EN ANGLAIS**  
OÙ VOS ENFANTS APPRENDRONT-ILS L'ANGLAIS?

Stanstead College offre un stage d'anglais de trois semaines du 4 au 24 juillet dans les Cantons de l'Est, près de la frontière américaine.

Séjour linguistique en anglais  
Stanstead College, Stanstead (Québec) JOB 3E0  
Téléphone : (819) 876-7891 poste 246 Télécopieur : (819) 876-5392  
(Courriel électronique) summer.school@stansteadc.qc.ca  
<http://www.stansteadc.qc.ca/scla/main.html>

**loto-québec** résultats

<b>649</b>	Tirage du 99-03-27	<b>15 21 32 34 36 38</b>	Numéro complémentaire: <b>13</b>
<b>Québec 49</b>	Tirage du 99-03-27	<b>GAGNANTS</b>	<b>LOTS</b>
		6/6 0	1 000 000,00 \$
		5/6+ 0	50 000,00 \$
		5/6 24	500,00 \$
		4/6 1238	50,00 \$
		3/6 22 461	5,00 \$
	Numéro complémentaire: <b>39</b>	Ventes totales: <b>565 913,50 \$</b>	
<b>PANCO</b>	Tirage du 99-03-27	<b>3 6 10 13 16</b>	
		<b>17 21 24 27 28</b>	
		<b>34 38 40 41 45</b>	
		<b>47 50 56 57 68</b>	
<b>Québec</b>	Tirage du 99-03-27	<b>3 4</b>	
		<b>754 0819</b>	
<b>Extra</b>	Tirage du 99-03-26	<b>NUMÉRO: 273994</b>	
<b>Extra</b>	Tirage du 99-03-27	<b>NUMÉRO: 415124</b>	
<b>SUPER 7</b>	Tirage du 99-03-26	<b>GAGNANTS</b>	<b>LOTS</b>
		7/7 1	7 000 000,00 \$
		6/7+ 6	32 526,00 \$
		6/7 65	2 627,10 \$
		5/7 3 803	160,30 \$
		4/7 82 706	10,00 \$
		3/7 76 820	10,00 \$
		3/7+ 692 548	partic. grat.
	Numéro complémentaire: <b>28</b>	Ventes totales: <b>10 351 116 \$</b> Prochain gros lot (approx.): <b>2 500 000 \$</b>	

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec  
Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# Les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie ne troublent pas les marchés

Associated Press  
NEW YORK

Alors que l'OTAN frappe la Yougoslavie, les marchés restent calmes. La robustesse de l'économie américaine et la perception des opérateurs que le conflit ne s'éternisera pas ont évité pour l'instant une dégringolade des places financières mondiales.

À la Bourse de New York, l'indice Dow Jones a terminé la semaine sur une baisse infime de 14,15 points, à 9.822,24 points, alors que les grandes places européennes et asiatiques affichaient des performances contrastées.

Mais, selon certains observateurs, cela pourrait changer si la guerre s'étend à d'autres pays de la région ou si l'apparition de la présence de troupes au sol est nécessaire pour empêcher les Serbes de persécuter les Albanais du Kosovo.

« Il y a des risques considérables », explique Arnold Kaufman, rédacteur en chef de la lettre d'informations de l'agence de notation financière Standard and Poor's. « Le conflit pourrait s'étendre et affecter les économies de partenaires commerciaux plus importants. Et le marché n'aime pas la possibilité d'un conflit majeur. »

La réaction des marchés aux frappes contre le Kosovo a été en ligne avec les observations constatées lors de précédents conflits, selon les économistes. Les actions ont d'abord baissé avant les bombardements, avant de rebondir jeudi, au lendemain des premières frappes.

« Il y a toujours un sentiment d'inquiétude dans les jours qui précèdent une action militaire », explique Yale Hirsch, rédacteur en chef de l'Almanach des courtiers. « C'est suivi en général par un sen-

timent de fierté, une sensation que nous sommes très forts. »

Si les valeurs américaines ont monté pendant la Guerre du Golfe, elles ont reculé pendant la Guerre du Vietnam. À l'époque, l'économie était affectée par une forte inflation. Aujourd'hui, les analystes s'accordent pour expliquer que la santé insolente de l'économie américaine devrait lui permettre de supporter sans dommage les conséquences de la crise kosovare.

Selon Robert Losey, directeur du département finance et immobilier de l'Université américaine, les marchés auront tendance à fluctuer à la hausse et à la baisse tant que les risques potentiels resteront peu clairs, contrairement à ce qui s'était passé en 1990 après l'invasion du Koweït.

« Au début de la crise du Golfe, il y avait des risques importants de conflagration pouvant mettre en danger l'approvisionnement en pétrole », souligne cet expert. Ce risque avait fait plonger de 12 % l'indice Dow Jones entre le 2 août 1990 et le 16 janvier 1991, date du début des opérations militaires alliées. L'indice-phare de la Bourse de New York avait ensuite gagné 4,6 % au premier jour des bombardements.

Les observateurs mettent également en avant le fait que le conflit du Kosovo est avant tout guidé par des considérations humanitaires, et non par des intérêts économiques. « Les pays des Balkans ne sont pas des partenaires économiques majeurs des États-Unis, et ne devraient pas menacer aucun de nos grands partenaires », observe Owen Lamont, professeur de finance à l'Université de Chicago.

« Je pense que les Américains sentent aujourd'hui qu'il y a peu de risques dans ces escarmouches », relève de son côté Larry Wachtel, analyste chez Prudential Securities.



Louis Schweitzer (à droite) et Yoshikazu Hanawa ont paraphé le texte peu après l'approbation de l'accord par le conseil d'administration de Nissan.

# Renault et Nissan deviennent le quatrième constructeur mondial

Associated Press  
TOKYO

Renault et Nissan créent le quatrième groupe automobile mondial. Les présidents des deux sociétés ont signé hier à Tokyo l'accord prévoyant l'entrée à hauteur de 36,8 % du constructeur français dans le capital de la branche automobile du groupe japonais très endetté.

Louis Schweitzer et Yoshikazu Hanawa ont paraphé le texte peu après l'approbation de l'accord par le conseil d'administration de Nissan, a annoncé le porte-parole de Nissan, Kaori Tsuji.

L'accord amènera « de la croissance et une réduction des coûts », a déclaré le PDG de Renault, Louis Schweitzer. Il a ajouté dans un entretien publié par *Le Monde* qu'à son avis Nissan était « une société fondamentalement saine », plus que Mitsubishi, autre partenaire asiatique possible, et qu'il visait « le retour aux bénéfices au 31 mars 2001 ». « En tant que constructeurs automobiles, les deux groupes veulent devenir des géants sur l'échiquier mondial », a

dit le président de Nissan, Yoshikazu Hanawa.

Selon un communiqué conjoint des deux constructeurs, Renault investit 643 milliards de yens (33 milliards de FF/5 milliards d'euros) dans Nissan, en prenant 36,8 % de Nissan Motor et 22,5 % de Nissan Diesel, la branche poids lourds du constructeur nippon.

Le constructeur français prévoit en outre d'acquiescer la totalité du capital des filiales financières européennes de Nissan. En échange, Nissan pourrait entrer ultérieurement dans le capital de Renault, et le PDG du groupe nippon aura un fauteuil au conseil d'administration du Français.

Renault, qui devient ainsi le plus gros actionnaire de Nissan, deuxième constructeur automobile japonais et septième mondial, aura une réelle influence sur la gestion de son partenaire. Chargé de mener à bien la restructuration de Nissan, Carlos Ghosn, actuellement directeur général adjoint du groupe français, sera nommé directeur général et entrera au conseil d'administration. Deux autres représentants de Renault accéderont à la direction générale du groupe japonais.

Toutefois, l'accord ne cantonne pas Nissan à être la filiale japonaise de Renault », a souligné M. Schweitzer. « Je ne veux pas

d'un système colonial ». En grande difficulté financière, Nissan était depuis un an à la recherche d'un partenaire susceptible de l'aider à rembourser des dettes estimées à 2.100 milliards de yens (108 milliards de FF/16,46 milliards d'euros).

Nissan, un temps le symbole du pouvoir industriel japonaise, prévoit encore 30 milliards de yens (1,5 milliard de FF/228,67 millions d'euros) de pertes cette année. « Nissan ne met pas en péril la survie de Renault. Les dettes que nous prenons en charge pour entrer dans le capital seront réduites à zéro trois ans après l'accord », a assuré Louis Schweitzer.

Le ministère japonais du Commerce et de l'Industrie a salué cet accord qui « correspond au programme de redémarrage que le Japon cherche à mettre en place ».

Le 16 mars, Renault a fait une offre formelle au constructeur japonais après l'échec des négociations entre Nissan et le groupe germano-américain DaimlerChrysler, issu du rachat l'année dernière de Chrysler par Daimler-Benz, longtemps considéré comme favori. Avec une production de 4,8 millions de véhicules, le nouvel ensemble accède au quatrième rang de l'industrie automobile mondiale derrière GM, Ford et Toyota.

## La super grille du mois de février

### Voici les gagnants

qui ont mérité « Saveurs des campagnes du Québec » et le fameux t-shirt « J'ai réussi » pour la Supergrille du 28 février dernier.



- M. YVES ALEXANDRE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
- MME CLAIRE ARPIN TRACY
- MME CLAUDETTE BASTIEN CHERTSEY
- MME PIERRETTE BEAUGRAND MONTRÉAL
- MME MARIE BEAULIEU L'AVIL
- MME JEANNE BEAUSÉJOUR MONTRÉAL
- M. DENIS BÉLANGER SAINT-LAURENT
- M. JEAN-JACQUES BÉLANGER NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES
- MME NICOLE BÉLISSE LACOLLE
- M. ANTONI BELLEMARE REPENTIGNY
- MME ANTOINETTE BERNATCHEZ MONTRÉAL
- MME DIANE BLAIS BOUCHERVILLE
- MME DIANE BOISVERT SAINT-BLAISE-SUR-RICHELIEU
- M. NORMAND BOLDUC SAINT-SOPHIE
- MME ROLANDE BOUCHARD L'AVIL-DES-RAPIDES
- MME JEANNETTE BRAULT VERDUN
- M. FRANÇOIS W. BRISEBOIS MONTRÉAL
- M. FRANÇOIS BRUNELLE MONTRÉAL
- MME MARIE R. CARDIN MONTRÉAL NORD
- MME HÉLÈNE CHARETTE REPENTIGNY
- M. BERNARD CHAUSSÉ BOUCHERVILLE
- MME ALINE CHEVRON SAINT-BRUNO
- MME PATRICIA CONWAY SAINT-JÉRÔME

Ne manquez pas notre prochaine Supergrille aujourd'hui même dans le cahier des sports.

- MME LISE CORRIVEAU REPENTIGNY
- MME MADELEINE COTTING MONTRÉAL
- MME DENISE T. COUTURE VAL MORIN
- M. JEAN DAGENAIS SAINT-LAURENT
- MME DENISE DAoust SAINT-HUBERT
- M. JULES DAVID DEUX-MONTAGNES
- MME FLEUR-ANGE DEMERS VERDUN
- M. GILLES DESBIERIS AYLMER
- MME MADELEINE DESCHÈNES SAINT-BONIFACE
- MME MARIE DESCOTEAUX BELOEIL
- MME FRANÇOISE DESPATS BOUCHERVILLE
- MME LISE DOMINGUE VAL SENNEVILLE
- MME MARIE-PAULE DRAGON MONTRÉAL
- MME LUCIE DRAINVILLE SAINTÉ-FOY
- M. JEAN-GUY DRAPEAU MONTRÉAL
- MME ALBERTE DUFRESNE L'AVIL
- MME COLETTE DUPLESSIS TROIS-RIVIÈRES
- M. PIERRE FORTIN VALLEYFIELD
- MME PAULINE GÉLINAS VICTORIAVILLE
- MME JEANNETTE GOUPIL SAINT-JÉRÔME
- MME LOUISE GOSSELIN LASALLE
- MME CAROLE GRAVEL WARWICK
- MME RAYMONDE GRÉGOIRE BROSSARD
- M. MARQUIS GRENIER SAINT-AUGUSTIN
- MME GINETTE GRONDIN PIERREFONDS
- MME CLAUDE HÉBERT MONTRÉAL NORD
- M. NORMAND HINCE OUTREMONT
- M. SÉBASTIEN JOSEPH BLAINVILLE
- MME CONSTANCE JOYAL SAINTE-ROSALIE
- M. DAVID LACELLE REPENTIGNY
- MME MARTHE LACOMBE MONTRÉAL
- M. SIMON LACOMBE L'AVIL
- M. GEORGES LAFLAMME VAUDREUIL
- MME JULIE LAFLAMME ANJOU
- M. JEAN-PIERRE LAFLEUR ANJOU
- M. JEAN-GASTON LAGACÉ MONTRÉAL
- MME LISETTE LAINASSE VICTORIAVILLE
- MME GERMAINE LAVEAULT VICTORIAVILLE
- M. BENOIT LEBLANC SAINTE-EULALIE
- MME LAURENCE LECOMTE MONTRÉAL
- M. ROCH LESSARD LONGUEUIL
- MME PIERRETTE LÉTOURNEAU L'AVIL
- M. ALEXANDRE PROULX SAINTE-JULIE
- MME DOMINIQUE LETOVANEC LONGUEUIL
- M. MARCEL LEVESQUE LAURENTIDES
- MME DENISE LUPHEN SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON
- MME MURIEL MAHEU L'AVIL
- MME CLÉMENCE MASSÉ SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
- M. JACQUES MAYNARD RIMOUSKI
- M. YVES MICHAUD PRÉVOST
- MME EVELYN MORIN MONTRÉAL
- MME PATRICIA MORIN SAINT-ROCH-DE-LACHIGAN
- MME JOANNE MORISSETTE LAWRENCEVILLE
- M. ALAIN NANTTEL MONT-ROYAL
- MME JOCELYNE NOEL MONTRÉAL
- MME ANDRÉE T. NOLIN THETFORD MINES
- MME HÉLÈNE PARADIS SAINTÉ-FOY
- M. CLAUDE PÉPIN SHERBROOKE
- MME FRANCE PIETTE SAINTE-JULIE
- MME LISETTE L. POIRIER REPENTIGNY
- MME FRANCINE POULIN MONTRÉAL
- M. ALEXANDRE PROULX SAINTE-JULIE
- MME MARYSE RIVEST CRABTREE
- MME SUZANNE ROBERT REPENTIGNY
- MME PAULINE ROBILARD SAINT-LEONARD
- MME FLORENCE ROBITAILLE MONTRÉAL
- MME CÉCILE ROYER LONGUEUIL
- MME LISE ST-AMANT SAINTE-JULIE
- MME ANGÈLE ST-ROCH SAINT-HYACINTHE
- MME JEAN YVES SÉGUIN ÎLE BIZARD
- MME GISELE SWEANEY SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
- M. LUCIEN G. VALADE SAINT-LEONARD
- M. MARC VANDAL SOREL
- MME FRANCINE VARIN CANDIAC
- MME CÉCILE VEILLETTE LONGUEUIL

« Merci à tous ceux et celles qui ont participé. »

Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

Ce concours est une collaboration de :



# EXPO NAUTIQUE INTERNATIONALE DE MONTRÉAL

VERS L'AN 2000

PLACE BONAVENTURE  
24 au 28 mars 1999

HEURES DU SALON  
Semaine : 11h à 22h  
Samedi : 10h à 22h  
Dimanche : 10h à 18h  
La billetterie ferme à 1 heure avant le début de l'événement.

## COUREZ LA CHANCE DE GAGNER :

- Un ensemble : bateau, remorque et moteur Johnson de Princecraft
- Une embarcation modèle Viper de Pelican International
- Un voyage pour deux personnes pour une semaine à Playacar au Mexique de Vacances Air Transat

Admission générale : 9,50 \$ • Étudiants / Âge d'or : 7,50 \$  
Enfants accompagnés (6 à 12 ans) : 3,50 \$

Complétez ce coupon de participation et déposez-le dans les boîtes de tirage à l'ExpoNautique ou postez-le à la Presse, Concours ExpoNautique, La Presse Île, C.P. 11051, succ. Centre-Ville, Montréal, QC H3C 4Y7

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Âge : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ App. : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Pour se mériter leur prix, les gagnants devront répondre correctement à la question suivante : 100 + 2 = 39  
Le tirage aura lieu le 28 mars 1999 à 18h à la Place Bonaventure. Les règlements du concours sont disponibles sur demande à l'ExpoNautique.  
Aucun fac-similé e/Vou reproduction mécanique n'est accepté.



# Les policiers de la CUM sont milliardaires

## Leur caisse de retraite franchira bientôt le cap des trois milliards



André Cédilot

**S**ymbole de fierté et de réussite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, la caisse de retraite fait son petit bonhomme de chemin depuis 1892. Elle s'apprête à franchir le cap des trois milliards d'actifs, ce qui en fait l'une des plus importantes au pays.

Un des nombreux organismes rattachés au syndicat à offrir des services aux policiers, l'Association de bienfaisance et de retraite (ABR) a bien sûr des investissements au Québec et au Canada mais aussi partout dans le monde, notamment aux États-Unis, en Europe, en Asie et au Japon.

À la tête de l'organisme parasynical depuis bientôt 20 ans, son président-directeur général, M. Jacques Perron, siège à plusieurs conseils d'administration d'institutions financières tandis que des employés font partie de comités de gestion d'établissements où l'ABR a beaucoup d'argent.

Avant d'occuper ce fauteuil de prestige, M. Perron a porté l'uniforme de la police de 1966 à 1976. Il a été élu trésorier de la Fraternité des policiers de la CUM avant de faire le saut à l'ABR, en 1980.

### En 1892

L'histoire de l'ABR a débuté le 24 juin 1892 grâce au lieutenant-colonel Georges Edward Hugues, nommé chef de la police de Montréal, qui voyait dans la caisse de retraite un moyen de redorer l'image du service afin d'attirer des aspirants policiers de plus haut calibre.

Plusieurs des 300 policiers refusèrent de payer la cotisation équivalant à 3 % de leur salaire annuel, mais ils y furent forcés sous peine de congédiement. La Ville de Montréal n'a pas voulu contribuer, acceptant par contre d'y verser en sourdine les amendes imposées aux agents indisciplinés ainsi que les salaires non perçus des employés absents.

### ANDRÉ CÉDILOT

**B**ien qu'elle ne fasse pas nécessairement l'unanimité, la Fraternité des policiers de la CUM est assurément un syndicat très respecté. Ses 4100 membres et son enviable convention collection témoignent de sa puissance.

Sans complexe, parfois arrogante, la Fraternité est perçue comme un grand syndicat et même un « business ». Plus qu'aucun autre, le syndicat a non seulement la force du nombre et une solidarité inégalée, mais aussi une vigilance à nulle autre pareille, a-t-on dit à *La Presse* avec une rare unanimité.

« Les policiers sont compétents et sans doute les mieux préparés de tous les employés avec lesquels j'ai eu à négocier. Et ce n'est pas juste une image que je fais, ils portent des revolvers. Ils sont très, très puissants », affirme sans ambages l'ancien président de la CUM, Pierre Desmarais II.

« Quand ça ne marche pas à leur goût, ils descendent dans la rue. Deux mille policiers en uniforme, ça impressionne. On ne peut rien contre eux », ajoute M. Desmarais qui a maintes fois dénoncé « le trop grand pouvoir syndical » des policiers. Après des années, il n'accepte toujours pas que les policiers aient le contrôle de leur riche caisse de retraite.

« On contribue deux fois plus qu'eux au fonds de pension et ils en ont le contrôle. C'est pourtant l'argent des contribuables. C'est une anomalie inqualifiable », s'insurge encore aujourd'hui M. Desmarais, à la tête d'Unimedia, une partie de l'empire de Conrad Black.

« Costume ou pas costume, ils n'auraient pu avoir les conditions de travail époustouflantes qu'ils ont sans leur solidarité légendaire », commente pour sa part l'ancien président de la FTQ, Louis Laberge, qui dit avoir côtoyé les pionniers de la Fraternité et même aidé son premier président, Jean-Paul Lapointe, dans les années 1940 et 1950.

« Ce sont des privilégiés de la société, mais je n'aimerais pas être à leur place », a-t-il ajouté. Selon lui,



La force du syndicat repose sur ses dirigeants d'hier et d'aujourd'hui. Dans l'ordre habituel, Yves Prud'homme, Guy Marcil, Jacques Perron et Alain Simoneau.

Le premier bilan s'est chiffré à 4500 \$. La Caisse acceptait aussi les dons de particuliers ou d'entreprises, « satisfaits des services rendus par la police ». En dépit de la maigreur de ces contributions, la famille d'un policier mort en service était assurée de toucher une rente d'au moins 1000 \$ !

Après avoir failli s'écrouler durant la crise économique de 1929 (les cotisations ont alors été fixées à 10 % pour les policiers et à 8 % pour la Ville, tandis que les retraités ont vu leurs rentes diminuer du tiers), le fonds de retraite des policiers n'a cessé de prospérer.

En contrepartie, la Ville contrôlait la gestion du fonds, alors présidé par le chef de police. Le syndi-

cat prendra le contrôle absolu seulement 20 ans plus tard, en 1955, lors d'une réforme où « l'ABR passe d'une société charitable à une véritable société de placement ». En 1965, le fonds totalise 25 millions, ce qui est considérable à l'époque.

### Une belle retraite

D'une négociation à l'autre, les conditions de départ des policiers ont aussi été bonifiées. Et comment ! Depuis les années 1960, les policiers de la CUM peuvent quitter après 25 ans de service ; ils reçoivent alors une rente équivalant à 50 % de leur salaire moyen des trois dernières années.

En attendant cinq ans de plus,

comme c'est le cas de la majorité, ils touchent 75 % de leur salaire, établi actuellement à 58 930 \$ par année. C'est ce qui explique que les policiers prennent leur retraite au début de la cinquantaine avec une rente annuelle de plus de 40 000 \$ !

L'an passé, 3300 retraités et 950 veuves de policiers se sont partagés 120 millions. Si on ajoute les policiers actuels, les 3,6 milliards d'actifs de la caisse appartiennent à 8350 participants. En 1997, il occupait le 29<sup>e</sup> rang parmi les plus importants régimes de retraite au Canada. « On est sans doute le plus riche par tête de pipe. C'est une vraie Cadillac ! » souligne avec fierté son principal administrateur, Jacques Perron.

## Un syndicat respecté en raison de sa solidarité

les policiers sont traités comme les autres employés municipaux. « Qu'il s'agisse des pompiers, des cols blancs ou des cols bleus, ils ont des avantages que les autres n'ont pas », indique M. Laberge.

De toute façon, il croit fermement à l'importance d'un syndicat fort chez les policiers, « pour empêcher les abus des autorités », a précisé M. Laberge.

Tout en partageant cette opinion, son homologue de la CSN, Gérald

Larose, est un peu moins flatteur au sujet de la vie syndicale des policiers, qu'il qualifie presque d'opportunistes.

« Ils sont oscillants. Ils sont parfois loin de nous et davantage corporatistes. À d'autres occasions, ils sont plus proches, davantage social », estime M. Larose. Il note par contre le sens tactique des policiers. « Quand la menace pèse lourdement, ils se rapprochent de nous », a-t-il souligné, rappelant que les

policiers se sont joints à la coalition de syndicats mise sur pied il y a deux ans pour contester la réduction de 6 % cent du salaire des employés municipaux.

Il croit que les salaires des policiers « correspondent mieux » aujourd'hui aux exigences de la profession. Il souhaite toutefois que le syndicat agisse avec plus de discernement lorsqu'il défend ses membres. « Ils sont tellement corporatistes qu'ils défendent même

l'indéfendable et ça mine tout ce qu'ils font de bien », déplore le président de la CSN.

À quoi attribuer les succès de la Fraternité ? « À la solidarité de ses membres c'est sûr, mais les pouvoirs publics ont tendance à être moins rudes avec eux. C'est la même chose avec les juges et les médecins », estime M. Larose.

« Ils sont aussi très riches et ils ne lésinent pas pour s'entourer des meilleurs spécialistes. Et ça depuis le début », avance Louis Laberge. C'est ce qui explique qu'ils soient toujours bien préparés, que ce soit en commission parlementaire, à la table de négociations, en arbitrage ou devant les tribunaux criminels et déontologiques.

« La Fraternité ne laisse rien passer qui touche ses membres de près ou de loin, sur le plan syndical, professionnel et même social. À n'en pas douter, c'est un syndicat modèle », a relaté Me Laurent Roy, spécialisé en droit du travail.

« Les négociations avec le *gun* sur la table, c'est du folklore. Le fait qu'ils soient policiers est peut-être un élément qui joue en leur faveur, mais ils ont surtout acquis une crédibilité au fil des années. La Fraternité a tous les moyens pour négocier d'égal à égal avec l'employeur. C'est ce qu'on appelle le rapport de force », a dit l'avocat, qui fait affaire avec la Fraternité depuis 16 ans.

« Notre force, on la tient de notre continuité, de notre esprit de combativité, de notre profonde connaissance du service de police et surtout de notre très grande solidarité », clame Yves Prud'homme, l'un des plus flamboyants policiers à avoir dirigé le syndicat montréalais. Il occupe depuis l'an dernier le même fauteuil à la Fédération des policiers municipaux du Québec.

« On a toujours très clairement démontré ce qu'on voulait et où on s'en allait. Toutes nos actions ont été posées en fonction de la défense et du bien-être des membres. Il n'y a pas d'autre secret pour réussir. Et il semble que la recette ne soit pas si mauvaise... », a conclu avec fierté l'ex-président Guy Marcil, qui suit les activités du syndicat depuis 1952.

— FIN —

## Saviez-vous que...

■ Au début du siècle, les policiers travaillaient 84 heures par semaine étalées sur sept jours. En 1944, ils travaillaient 48 heures réparties sur six jours. La semaine de 40 heures a été introduite en 1957.

■ L'agent Étienne Birtz Desmarceaux a été le premier Canadien-français à remporter une médaille d'or aux Jeux olympiques. Il a réussi l'exploit au lancer du poids à Saint-Louis, au Missouri, en 1904. *La Presse* en avait fait état. Un parc et un amphithéâtre de Montréal portent aujourd'hui son nom.

■ Embauchées en 1919 pour contrer la délinquance juvénile, les quatre premières femmes ont été congédiées six mois plus tard. Il a fallu attendre 1947 avant que neuf autres femmes soient acceptées au sein du service. Rapidement confinées à des tâches de secrétariat, elles gagnaient 200 \$ par année de moins que les hommes. En réalité, ce n'est qu'en 1979 que les « vraies » policières sont arrivées. On en compte aujourd'hui 650. Aucune ne fait partie de la direction du syndicat.

■ La première « union de policiers », en 1918 à Montréal, coïncide avec la syndicalisation des employés de services municipaux : chauffeurs de tramways, cols blancs, ouvriers de l'aqueduc et de

l'incinérateur. Congédié peu après, le président syndical Albert Carle est devenu épicier.

■ Les dirigeants du service de la Sécurité publique du temps, Joseph Tremblay, Arthur Mann et J.A.A. Bélanger, avaient caché qu'ils avaient des casiers judiciaires pour voies de fait et vols. Ils avaient été remerciés au terme de la première grève (33 heures) dans les annales policières. L'archevêque de Montréal avait contribué au règlement du conflit.

■ Certains éléments de l'actuelle convention collective des policiers comportent encore des éléments du tout premier contrat de travail signé en 1919 : échelle des salaires comprenant les agents jusqu'au capitaine, système de promotion, tribunal disciplinaire et droit d'appel, fourniture annuelle de vêtements, propreté dans les postes.

■ Dans les faits, il a fallu la mise en place de la police de quartier, en 1997, pour soustraire les officiers (lieutenants et capitaines) à l'emprise du syndicat. Cette bataille, si chère à l'ancien maire Jean Drapeau entre autres, aura duré plus de 50 ans !

■ En 1942, durant la Deuxième Guerre mondiale, afin de maintenir des effectifs suffisants à la police de Montréal, le gouvernement fédéral a permis à plusieurs jeunes poli-

ciers de ne pas faire leur service militaire.

■ Le syndicat des policiers a publié son premier périodique, intitulé « La revue des agents de police », en 1945. Trois ans plus tard, il engageait un aumônier, le père Pierre Trudel, pour étouffer les rumeurs voulant que le syndicat ait été mis sur pied avec l'aide de communistes. Il est demeuré en poste jusqu'en 1951. Son successeur, Champlain Barrette, est toujours là.

■ En 1950, le syndicat avait mis sur pied une coopérative qui a construit sept maisons sur des terrains situés rue Louis-Hémon, dans le quartier Villeray. Un agent d'immeuble avait offert de les acheter à 12 000 \$ chacune. Ce projet, appelé Policeville, s'est arrêté là.

■ À la suite de leur affiliation à la FTQ, en 1984, les 13 employés civils de la Fraternité des policiers doivent recourir à un conciliateur et menacer de faire la grève afin de signer leur première convention collective. Ils sont maintenant une quinzaine de personnes.

■ Depuis l'implantation de la police de quartier, en 1997, la direction du syndicat est maintenant formée de six policiers à plein temps, trois conseillers juridiques et 80 délégués syndicaux qui reçoivent l'appui de 260 « moniteurs » dispersés dans les 49 postes de police.

2 jours seulement!

**30%**

**de rabais\***

Les lundi 29 et mardi 30 mars 1999

**TOUTES**

les chaussures Nicole Club® pour dames

les chaussures tout-aller et habillées Next Issue® pour la famille

les pantoufles

les chaussures de sport Brooks® et Reebok®

les chaussures à prix de liquidation

les chaussures de randonnée Northern Climate®

les chaussures de soccer Mitre®



**40%**  
de rabais\*

**TOUTES**

les chaussures de sport Converse®, Pony® et L.A. Gear®



\* Le choix varie selon le magasin. Désolés, aucune garantie-réclame.

**Zellers**

# Okalik, un nouveau premier ministre

Le Nunavut naîtra officiellement le 1<sup>er</sup> avril prochain



Paul Okalik est déjà une sorte de héros, un modèle pour la jeunesse inuit.

PHOTO PC

FRANÇOISE CÔTÉ  
collaboration spéciale

Ce fut d'abord une surprise totale. Puis une explosion de joie ! Le premier avocat inuit, âgé de 34 ans, Paul Okalik, a été élu par les 19 députés de l'Assemblée législative, premier ministre du Nunavut. Il a défait un routier de la politique libérale fédérale, Jack Anawak. La joie est grande parce que M. Okalik est déjà une sorte de héros, un modèle pour la jeunesse inuit, qui voit en lui le triomphe d'un jeune qui a eu à affronter tous les problèmes qui confrontent la jeunesse dans le Nord.

Le 1<sup>er</sup> avril, Paul Okalik prêtera serment en compagnie des députés de la toute nouvelle assemblée législative. Ce jour-là le Nunavut naîtra officiellement en se séparant formellement des Territoires du nord-ouest pour devenir une nouvelle entité gouvernementale. Le Nunavut a une population de 22 000 personnes dont 17 500 sont inuits.

Sept des 19 nouveaux députés feront partie du conseil des ministres du Nunavut. Le gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc, présidera la cérémonie du serment. Il dévoilera le drapeau et les armoiries du Nunavut ainsi que la masse, symbole de l'autorité de la nouvelle assemblée législative.

Le cheminement de M. Okalik est remarquable. Originaire de Pangnirtung, Paul Okalik a eu un problème d'alcool, qui l'a fait abandonner l'école secondaire à Iqaluit. Il est plus tard retourné aux études à Fort Smith pour compléter son secondaire. Puis, il a travaillé deux ans dans une mine.

#### Un avocat

En 1985, il a rejoint l'équipe des négociateurs pour le Nunavut à Ottawa, mais de nouveau son problème d'alcool l'a conduit en prison à la fin des années 80. En 1991, il s'est inscrit à un programme de

28 jours de traitement de l'alcoolisme.

À la suite de ce traitement, il a décidé de s'inscrire à l'université Carleton où il poursuit des études en sciences politiques. Après avoir obtenu son baccalauréat, il est accepté à la faculté de Droit de l'Université d'Ottawa.

#### La naissance de sa fille change tout

Il obtient son diplôme en droit en 1997 et, après deux ans comme stagiaire au seul bureau d'avocats d'Iqaluit, il est assermenté comme avocat devant un banc de trois juges et de plusieurs confrères, dont Dennis Patterson, qui fut en 1975 le premier avocat résidant à Iqaluit. Paul Okalik a confié à un journaliste que c'est la naissance de sa fille, Shasta, maintenant âgée de sept ans, qui l'a incité à prendre un virage dans sa vie. Il a aussi un fils, Jordan.

La victoire de Paul Okalik sur le vétérinaire politicien peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs qui tiennent surtout au fait que les Inuits ont la mémoire longue.

Quand le projet de loi pour la création de Nunavut a été présenté à la Chambre des Communes par le gouvernement conservateur de Mulroney, M. Anawak, qui siégeait dans l'opposition libérale, a

combattu son adoption. Plus tard, avec les libéraux au pouvoir, M. Anawak a appuyé la Loi sur les armes à feu du gouvernement Chrétien. Plus récemment, la campagne de M. Anawak en faveur du choix de son patelin Rankin Inlet comme capitale du Nunavut n'a pas empêché Iqaluit d'être choisie lors du plébiscite.

À peine élu premier ministre, M. Okalik, qui est député d'Iqaluit-Ouest, a procédé au choix des sept ministres de son cabinet. Il a attribué à M. Anawak le portefeuille de la Justice ainsi que ceux de l'Habitat et des Transports. La seule femme élue députée de Rankin-Inlet South-Whale Cove, Mme Mani-tok Thompson, est ministre des Travaux publics, des Télécommunications et des Services publics.

#### Un modèle

Le nouveau premier ministre Paul Okalik est conscient qu'en plus de son rôle de législateur, il a un rôle de modèle pour toute la jeunesse inuit. Il en parle avec modestie : « Je suis certes un exemple vivant de la valeur d'une solide éducation », dit-il. Il entend encourager les jeunes à poursuivre leur éducation. Il veut lutter contre la vague de suicide qui sévit dans le Grand Nord. Il estime que les jeunes doivent poursuivre des études dans le Sud pour être prêts à occuper les emplois dans l'administration décentralisée que l'on veut établir au Nunavut.

M. Tagak Curley, un des premiers chefs politiques inuits au début des années 70, reconnaît que les défis de Paul Okalik « sont énormes ». Mais c'est important que le leadership soit assuré par la jeune génération, même si la tâche sera écrasante », dit-il.

## Il y a 50 ans, Terre-Neuve se joignait au Canada

### UNE PAGE D'HISTOIRE

PIERRE VENNAT

Le 31 mars 1949, il y a donc cinquante ans, Terre-Neuve, la première province canadienne à avoir été « découverte » par les Blancs, devenait la dernière à adhérer à la Confédération canadienne.

Ce jour-là, les 325 000 habitants de l'île vivaient, à contrecœur dans plusieurs cas, une journée historique : ils devenaient Canadiens. À minuit ce jour-là, en effet, Terre-Neuve devenait la 10<sup>e</sup> et dernière province à adhérer au pacte de 1867.

Quelques mois plus tôt, en juin 1948, une faible majorité de Terre-Neuviens avaient décidé, par voie de référendum, de mettre fin à la commission administrative qui

gouvernait leur île depuis 1934 et d'adhérer au pays.

Même si les Québécois ont tendance à considérer que le Canada a été « découvert » par Jacques Cartier en 1534, Terre-Neuve était connue des Européens bien avant.

C'est en effet à l'Anse-aux-Meadows, à la Baie des Épaves, au nord-est de Terre-Neuve, que se situait le premier établissement scandinave qu'on ait jusqu'ici trouvé en Amérique du Nord. Au cours de sept expéditions archéologiques dans les années 60, on y a découvert huit emplacements de maisons et quatre remises de bateaux qui datent des environs de l'an mille.

Puis, en 1497, près de quarante ans donc avant que Cartier ne mette le pied sur la plage de Gaspé, John Cabot, à partir de Bristol, en Angleterre, « découvre » Terre-Neuve. Encore ici, des légendes circulent et il se peut qu'il y ait eu des voyages antérieurs au sien, mais

l'expédition de Cabot est la première à avoir eu de véritables conséquences.

Dans les années 1550, déjà, le commerce de la morue terre-neuvienne employait des centaines de navires et des milliers d'hommes, qui voyageaient chaque année entre les ports d'Europe et les nouvelles zones de pêche.

De toute façon, en 1840, Terre-Neuve n'entretenait encore aucun véritable lien géographique et politique avec ce qui est aujourd'hui le Canada. Les autres colonies britanniques qui forment maintenant notre pays étaient d'ailleurs dans la même situation, ce que les premiers timbres-poste émis dans les années 1850 reflètent bien. Chacune des anciennes colonies avait son système postal : Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, la Province du Canada (alors divisée entre le Haut-Canada, l'Ontario actuel et le Bas-Canada, soit le Québec d'aujourd'hui) et, à compter de 1858, l'Île de Vancouver et la Colombie-Britannique. Chacune des colonies avait son gouverneur, son administration, ses bureaux de douanes et la responsabilité de ses relations avec la Grande-Bretagne. De 1832 à 1934, Terre-Neuve eut également un gouvernement responsable.

Lorsque, dans les années 1860, se déroulèrent les pourparlers qui devaient donner lieu à la naissance du Canada le 1<sup>er</sup> juillet 1867, Terre-Neuve y participa, bien qu'elle ait été la colonie la plus distante dans son attitude face au projet. Pourtant, depuis 1860, la pêche côtière y était moins bonne, ce qui fait que durant un certain temps, les Terre-Neuviens envisagèrent un changement de statut dont ils n'auraient jamais même voulu discuter auparavant. Mais malgré les très fortes pressions du secrétaire britannique aux Colonies, Edward Cardwell, Terre-Neuve décida de remettre à

plus tard son adhésion à la Confédération canadienne.

Il faudra attendre 80 ans pour que la thèse de la « prospérité continentale », soutenue par Joey Smallwood, alors vedette de la radio locale, l'emporte sur celle de l'indépendance pauvre, mais fière. Smallwood s'est beaucoup servi de la radio pour « vendre » aux Terre-Neuviens l'idée de se joindre au Canada, en tant que solution à leurs problèmes économiques. Après que son idée eût triomphé, il domina d'ailleurs la vie politique de la nouvelle province pendant 23 ans.

S'il faut en croire les auteurs de l'*Histoire générale du Canada*, que publiait Boréal en 1988 sous la direction de Craig Brown et Paul-André Linteau, l'attrait des programmes sociaux canadiens fut le point déterminant qui motiva la décision des électeurs terre-neuviens. La majorité qui vota pour l'adhésion fut toutefois mince.

## Le Terre-Neuvien buvait de la bière canadienne, fumait des américaines et sirotait du thé anglais

PIERRE VENNAT

Le 3 juin 1948, *La Presse* titrait en manchette : « Jour de décision pour Terre-Neuve ». Ce jour-là, en effet, 178 297 Terre-Neuviens ayant le droit de vote avaient à se prononcer entre l'union avec le Canada et le rétablissement de l'autonomie ou le maintien du régime colonial.

Les partisans de l'union au Canada et leurs adversaires avaient mené rondement leur campagne, tandis que les partisans du gouvernement par commission étaient demeurés paisiblement à l'arrière-plan.

Joey Smallwood, avocat de l'union au Canada, prétendit que les partisans de la thèse du gouvernement responsable n'avaient pas de véritable cheval de bataille avant de commencer à promouvoir, en même temps, l'union économique avec les États-Unis, option que Smallwood tourna en ridicule.

Pour sa part, la ligue en faveur du gouvernement responsable soutenait, dans sa campagne, que sous la Confédération, Terre-Neuve recevrait un coup fatal du fait de trop lourdes taxes. Selon ce mouvement, la Grande-Bretagne et le Canada faisaient tous les deux pression pour que la nation insulaire s'unisse au Canada, mais cela ne constituait pas la meilleure option. Chesley Crosbie, le leader des partisans de l'union économique de l'île avec Washington, avait promis que si son option triomphait, il se mettrait à la tête d'un parti dont le but serait l'union économique de

l'île, dirigée par un gouvernement responsable, avec la république américaine.

Le 1<sup>er</sup> juin, à la une également, *La Presse* avait tenté de répondre à la question : « Qu'est-ce qu'un Terre-Neuvien ? » La réponse avait été la suivante : « Extérieurement, c'est quelqu'un qui fume des cigarettes américaines, boit de la bière canadienne et prend le thé tous les après-midi ». Avant la guerre de 1939-45, la majorité des Terre-Neuviens avaient l'esprit britannique. Mais alors, comme maintenant, beaucoup n'aimaient pas les Anglais, auxquels ils reprochaient de les regarder comme des « coloniaux ». À l'heure actuelle, le Terre-Neuvien est tiraillé entre quatre influences : celle de la Grande-Bretagne, du Canada, des États-Unis et de son île. Le Terre-Neuvien se débat dans la confusion. Il sait qu'il risque de perdre sa nationalité, ce qui ne lui sourit pas.

Au moment de se joindre au Canada, Terre-Neuve vivait des pêcheries, du fer, du cuivre et du zinc. Quelques habitants de la côte ouest cultivaient leurs champs, mais l'agriculture n'existait à peu près pas sur la presqu'île d'Avalon, qui abritait la plus grande partie des 325 000 habitants de l'île. Terre-Neuve était donc obligée d'importer la plus grande partie de sa nourriture, ce qui avait pour résultat un coût de la vie en moyenne plus élevé que dans les provinces canadiennes.

Les moyens de transport étaient également insuffisants. Un chemin



PHOTO THÉÂTRE La Presse ©

Populaire animateur de radio, Joey Smallwood « vendit » la Confédération aux Terre-Neuviens et dirigea ensuite les destinées de la nouvelle province pendant 23 ans.

de fer à voie unique faisait le tour de la côte. Les routes étaient rares. Une grande partie du territoire de l'intérieur restait inexploré et seuls quelques chasseurs s'y hasardaient quelques fois. Les habitants de la presqu'île du nord voyageaient en traîneau à chien l'hiver, en bateau l'été. Les Terre-Neuviens disaient d'ailleurs que leur île n'avait que deux saisons : l'hiver et l'été.

Saint John's en est la capitale à tous les points de vue et on y trouve les grands ports de l'île, la plupart des fabriques de conserves et les grands magasins où les pêcheurs font leurs achats. De l'autre côté de l'île, on trouve Corner Brook, où se trouvait alors une grande papeterie, les autres municipalités de l'île se trouvant dispersées entre ces deux pôles.

Le 31 mars 1949 à minuit, donc, les 325 000 Terre-Neuviens devinrent Canadiens. Même si la plupart s'en félicitaient, bon nombre, surtout dans la presqu'île d'Avalon, la partie la plus prospère de l'île, où est située la capitale Saint John's, le déplorait.

Bien sûr, une faible majorité de Terre-Neuviens avaient voté pour l'adhésion de leur île au Canada, mais, écrivait-on à la une de *La Presse* : « La question n'est pas encore définitivement réglée et ne le sera pas avant longtemps. Les Terre-Neuviens ont le caractère très indépendant. Beaucoup sont très mécontents qu'on les annexe ainsi au géant canadien ».

Le lendemain, à Ottawa, le premier ministre canadien, Louis Saint-Laurent, en souhaitant la bienvenue à ces nouveaux citoyens, déclarait qu'il avait l'espoir que la grande majorité de la population de Terre-Neuve et du Canada reconnaîtrait de plus en plus les avantages de l'Union.

Un demi-siècle plus tard, les choses ont bien changé au pays. Ce sont les Terre-Neuviens, l'ancien premier ministre Clyde Wells et son successeur Brian Tobin, baptisés souvent « Capitaine Canada », qui sont devenus les plus ardents partisans d'un Canada unifié au gouvernement central fort et les plus farouches adversaires des prétentions autonomistes de ceux qui pourtant, au 19<sup>e</sup> siècle, furent les premiers à se désigner comme « Canadiens » : les Québécois !

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



CANADA

## Axworthy-Kosovo

Les autorités yougoslaves « seront tenues pour responsables de tous les crimes qu'elles auront commis durant le conflit au Kosovo », a déclaré dans un communiqué le ministre des Affaires étrangères canadien. M. Lloyd Axworthy a convoqué l'ambassadeur yougoslave, Pavle Todorovic, au ministère des Affaires étrangères où il a été reçu par le directeur de l'Europe centrale et de l'est, Jim Wright, « pour lui signifier que les autorités de Belgrade seront tenues pour responsables » de ces crimes, selon le communiqué.

d'après AFP

UE

## État palestinien

L'Union européenne, en se prononçant plus clairement que jamais en faveur d'un État palestinien, a fourni un appui important aux Palestiniens, qui peuvent désormais se prévaloir du soutien des Quinze pour reculer leur déclaration d'indépendance, prévue le 4 mai. Le ministre palestinien de la Coopération internationale Nabil Chaath a indiqué qu'elle « facilitera à Yasser Arafat la prise d'une décision concernant la date » de la proclamation d'un tel État. Une façon de reconnaître que l'Autorité palestinienne reportera la proclamation d'indépendance qui menaçait de perturber les élections israéliennes du 17 mai.

d'après AFP

ISRAËL

## Grève

La grève de quelque 4000 fonctionnaires israéliens devrait se poursuivre aujourd'hui tandis que les négociations avec le gouvernement ne semblent pas aboutir. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a accusé les grévistes d'avoir entamé ce mouvement dans le but de gêner son gouvernement et d'obtenir d'importantes concessions à moins de deux mois des élections générales, le 17 mai. Les compagnies aériennes ont encouragé les voyageurs à vérifier l'état de leurs vols.

d'après AFP

AUTRICHE

## Jiang Zemin arrive

Le président chinois Jiang Zemin est arrivé à Vienne, en provenance de Suisse, dans le cadre d'une tournée européenne. M. Jiang doit s'entretenir avec le président autrichien Thomas Klestil et le chancelier Viktor Klima, ainsi qu'avec d'autres responsables autrichiens lundi avant de se rendre à Salzbourg mardi. C'est la première visite d'un président chinois en Autriche. Plusieurs organisations non-gouvernementales humanitaires et la section autrichienne de Reporters sans frontières (RSF) ont demandé aux dirigeants autrichiens d'aborder, lors de leurs entretiens avec M. Jiang, la situation des droits de l'Homme en Chine.

d'après AFP

BIRMANIE

## Décès de Michael Aris

Michael Aris, époux de la dissidente birmane et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, est mort à Oxford d'un cancer de la prostate, à l'âge de 53 ans. Malgré les pressions occidentales, la junte militaire au pouvoir en Birmanie avait refusé à Michael Aris un visa pour revoir sa femme avant de mourir, essayant de persuader cette dernière de se rendre en Grande-Bretagne. Mais M<sup>me</sup> Suu Kyi, à la tête de l'opposition démocratique birmane, craignait de ne pas être autorisée ensuite à rentrer dans son pays.

d'après AP

TURQUIE

## Attentat

Une femme a été tuée et sept personnes blessées dans une attaque à la grenade dans le centre d'Istanbul. L'attaque s'est produite place Taksim au cœur d'Istanbul et visait apparemment un autocar de police garé à cet endroit. Trois des blessés sont des policiers. Un autre engin explosif a été découvert sur le lieu de l'attaque.

d'après AFP

# Les Albanais fuient par milliers les atrocités au Kosovo

MERITA DHIMGJOKA

Associated Press, MORINI, Albanie

Les Albanais du Kosovo fuyaient par milliers hier leur province déchirée par la guerre, faisant état de rafles, d'expulsions et d'autres atrocités commises par les forces serbes.

Une file de réfugiés longue de deux kilomètres s'étirait à travers la frontière, à Morini, en Albanie, à 24 km au nord-est de Kukes, que surveillaient une dizaine de soldats de l'armée yougoslave, mitrailleuse en main.

Parmi les 5000 réfugiés albanais, de nombreuses femmes pleuraient. Plusieurs avaient les pieds nus, étaient enceintes ou portaient leurs enfants dans les bras. Des membres d'une agence humanitaire de l'ONU se sont dits choqués par cet exode massif.

Les réfugiés affirmaient que des dizaines de milliers de leurs compatriotes arrivaient derrière eux. À Tirana, le gouvernement a annoncé dans un communiqué que 20 000 réfugiés étaient arrivés en Albanie dans la soirée. Il s'agissait pour la plupart de femmes et d'enfants originaires de villages voisins de Prizren.

Le ministre albanais de l'Information, Musa Uliqini, a pour sa part estimé que 50 000 réfugiés kosovars pourraient traverser la frontière dans les prochains jours.

« Ils nous ont dit qu'il n'y avait plus de place pour les Albanais au Kosovo », a affirmé Yakup Bytici, un adolescent de 13 ans du village de Zojs, dans l'ouest de la province serbe.

Beaucoup ont souligné avoir vu les corps d'une vingtaine de personnes tuées dans le village kosovar de Landovic.

Outre les récits des réfugiés affluant en Albanie et en Macédoine, des sources albanaises au Kosovo faisaient état de meurtres, d'enlèvements et de pillages commis par des groupes paramilitaires, certains d'entre eux prenant systématiquement pour cibles des civils lors de raids menés dans des habitations.



Un policier à la frontière de Macédoine oriente quatre réfugiés albanophones, chassés de leur village par les combats.

PHOTO AFP

Selon l'agence de presse des rebelles Kosova Press, les corps de 33 Albanais massacrés ont été découverts flottant sur la rivière entre Orahovac et Djakovica, tandis que treize personnes, dont cinq enfants et trois femmes, ont été tuées à Bela Crkva.

Le gouvernement albanais a accusé les forces spéciales de la police serbe et les groupes militaires de procéder au « harcèlement » et à l'« élimination » de personnalités kosovares. Des intellectuels et des dirigeants politiques sont portés disparus, parmi lesquels des membres de la délégation albanaise à la conférence de Rambouillet. Tirana

a ainsi appelé la communauté internationale à intervenir immédiatement pour « arrêter cette barbarie ».

De telles informations étaient pratiquement impossibles à confirmer, les vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et la plupart des journalistes étrangers ayant été contraints de quitter le Kosovo pour des raisons de sécurité.

Pour les responsables occidentaux, ces informations, dont ils admettent qu'elles ne peuvent être vérifiées, semblent montrer que les frappes de l'OTAN ont donné le si-

gnal de départ d'une campagne de purification ethnique contre les Albanais du Kosovo.

Aucun des réfugiés interrogés hier par des journalistes de l'Associated Press à l'extérieur des frontières du Kosovo a déclaré avoir été témoin d'assassinats. Mais nombre de ceux qui arrivaient en Macédoine, au nord de la capitale Skopje, racontaient que des villages près de la frontière étaient vidés de leurs habitants. Un homme avec un oeil au beurre noir a indiqué qu'il venait d'être frappé à l'aide d'une crosse de fusil.

# Moscou « soutient » les Yougoslaves, mais refuse d'être entraînée dans la guerre

CHRISTOPHE BEAUDUFE

Agence France-Presse, MOSCOU

Le président Boris Eltsine a réitéré hier sa condamnation des frappes et exprimé son « soutien au peuple yougoslave », tout en affirmant clairement que la Russie « ne se laisserait pas entraîner dans une guerre ».

Moscou, au quatrième jour de la crise, a dessiné plus précisément les contours de sa position : soutien moral et politique total à la Yougoslavie, mais refus de toute mesure d'ordre militaire.

Même l'hypothèse d'une livraison d'armes à Belgrade, en violation de l'embargo des Nations unies, semblait très théorique hier. « Cette mesure n'est pas exclue, mais il faut comprendre qu'elle entraînerait des conséquences difficiles », a admis le porte-parole du Kremlin, Dmitri Iakouchkine.

Hier, le directeur du Fonds Monétaire International (FMI), Michel Camdessus, est arrivé à Moscou pour reprendre les négociations sur une éventuelle aide financière à la Russie.

Officiellement, la crise politique

entre Moscou et Washington ne doit jouer aucun rôle dans ces pourparlers. Mais nul n'ignore que les Russes ont un besoin pressant d'aide financière, et que les États-Unis ont un poids prédominant au FMI.

Boris Eltsine a cependant fait un nouveau pas dans le soutien moral à Belgrade, en envoyant un message au président yougoslave Slobodan Milosevic.

Selon le Kremlin, le message « exprime le soutien de la direction russe au peuple de Yougoslavie et contient une réprobation décisive de l'action de l'OTAN ».

Boris Eltsine, a précisé le porte-parole du Kremlin, a également fait un certain nombre de propositions de règlement du conflit. Ces « propositions » n'ont pas été rendues publiques.

Hier matin, le ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov est intervenu à la tribune de la Douma, la chambre basse du parlement, qui tenait une session extraordinaire consacrée à la crise yougoslave, retransmise en direct par la télévision.

Il a par avance justifié une éven-

tuelle levée unilatérale de l'embargo sur les armes par Moscou. « Ceux qui ont perpétré l'acte d'agression ont eux-mêmes rayé d'un trait les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (...) sur la Yougoslavie, dont la résolution 1160 qui introduisait l'embargo sur les livraisons d'armes, a-t-il lancé ».

À l'issue de cette session, la Douma a voté à la quasi-unanimité une résolution en seize points condamnant « l'agression de l'OTAN ». Les députés considèrent comme M. Ivanov que la résolution de l'ONU sur l'embargo est caduque, mais ne réclament pas explicitement des livraisons d'armes à Belgrade.

La résolution propose par ailleurs de reporter sine die le débat de ratification du traité de désarmement russo-américain Start II, qui devait débiter le 2 avril.

Cette session de la Douma, a dit M. Ivanov, prouve que « le peuple, les partis, le gouvernement et le président sont unis pour condamner l'agression contre la Yougoslavie ».

Le ministre des Affaires étrangères a cependant confirmé la ligne

du Kremlin en déclarant : « Nous ne pouvons pas et ne devons pas céder aux humeurs guerrières, nous laisser entraîner dans une nouvelle course aux armements et dans une confrontation frontale ».

« Si quelqu'un croit que la Russie perdra patience, il se trompe profondément », a-t-il ajouté.

Moscou, selon l'habitude prise depuis jeudi, a par ailleurs de nouveau donné son propre bilan des affrontements. Selon le ministre de la Défense, Igor Sergueïev, l'OTAN et l'armée yougoslave ont perdu chacun « cinq ou six avions » depuis le début des frappes mercredi soir.

Jusqu'à présent, les deux camps ont nié avoir perdu des appareils.

Au lendemain de l'annonce de l'expulsion du représentant de l'OTAN à Moscou, le ministère de la Défense a annoncé le gel de tous les contacts militaires prévus dans les prochaines semaines avec des pays de l'OTAN participant à l'opération en Yougoslavie.

La Russie a notamment refusé d'accueillir hier comme prévu une délégation d'experts du Pentagone qui devait s'entretenir des questions de sécurité nucléaire.

# La défense du président du Paraguay plaide l'« inconstitutionnalité » de l'accusation

HUGO RUIZ OLAZAR

Agence France-Presse, ASUNCION

La défense du président paraguayen Raul Cubas a plaidé hier l'« inconstitutionnalité » de la procédure de destitution intentée contre lui par les députés, accusés à leur tour d'avoir bénéficié de la « complicité » des membres de la Cour suprême de justice.

Mercredi, au lendemain de l'assassinat à Asuncion du vice-président Luis Maria Argana, ennemi juré de M. Cubas, les députés avaient approuvé à la majorité des deux tiers l'initiative de conduire à son terme le « jugement politique » du président et d'engager une procédure de destitution pour « mauvais exercice de ses fonctions » et de violation de la Constitution.

Durant plus de deux heures, le conseil de Raul Cubas, l'avocat Luis Fernando Canillas, a rejeté les accusations des députés et sénateurs qu'il a accusés à son tour d'utiliser le Congrès pour s'emparer du pouvoir exécutif « dont personne ne peut pourtant contester la légitimité », a soutenu M<sup>e</sup> Canillas.

Le défenseur du président a raillé, dans un plaidoyer de deux cents pages, « l'imagination » de ses adversaires, affirmant qu'ils étaient « privés de soutien populaire ».

Pourtant, le Paraguay avait connu hier une deuxième matinée de deuil dans la même semaine après une nuit sanglante où quatre personnes ont été tuées, selon des sources officielles, et onze dont quatre policiers grièvement bles-

sés au cours d'émeutes dans le centre d'Asuncion.

Avant la déclaration de M<sup>e</sup> Canillas, la capitale avait retrouvé un calme relatif dans l'attente des débats au Sénat.

La veille au soir, pour contenir les milliers de partisans de l'opposition, qui exigent son départ et le mettent directement en cause dans l'assassinat du vice-président Argana, Raul Cubas avait fait donner l'armée pour prêter main forte à une police débordée pour dégager les abords du Congrès.

Sur la place d'Armes, les opposants au régime, qui manifestent depuis mardi, ont reçu l'appui de milliers de paysans qui avaient gagné la capitale pour exiger la remise de leurs dettes et ont obtenu largement satisfaction sur leur requête.

Le président Cubas est accusé d'avoir fait fi d'une décision de la Cour suprême de justice de remettre en prison le général Lino Oviedo, son mentor politique, qu'il avait fait libérer trois jours après son accession au pouvoir le 15 août dernier.

L'ancien chef de l'armée avait été condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire spécial et emprisonné pour une tentative de coup d'État, en avril 1996, visant le président de l'époque, Juan Carlos Wasmosy.

Vainqueur en 1997 des primaires du Parti colorado, au pouvoir à Paraguay depuis 1947, le général Oviedo avait dû laisser sa place à son second, Raul Cubas, élu avec 54 % des voix.

# Erreur judiciaire chez les pauvres



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale  
PARIS

**L**e 25 août 1993, un ouvrier du bâtiment de Nantes, Michel Peuron, un homme de 40 ans sans histoire, est arrêté à la sortie de son domicile alors qu'il part pour le travail. Le commando de choc composé de quinze gendarmes l'informe... qu'il a été condamné cinq mois plus tôt à la prison à perpétuité par contumace pour le meurtre (avec deux complices) d'un clochard en février 1991 en banlieue parisienne.

La preuve qui l'accable ? Sa carte de Sécurité sociale (avec photo) a été retrouvée dans l'usine désaffectée où a eu lieu le meurtre (pour les quelque mille dollars que le clochard-victime avait sur lui). Il n'a rien à voir avec cette affaire et ne savait même pas qu'il était déclaré « en fuite » depuis deux ans — alors qu'il n'avait pas changé de domicile ou de travail pendant tout ce temps.

L'explication : son ancienne compagne l'avait quittée pour un semi-vagabond, trois mois avant le meurtre, en emportant sa carte de Sécurité sociale dont elle bénéficiait. Puis elle avait fui ce nouvel « amant » en abandonnant sur place ses effets personnels et la

carte, que les policiers trouvent sur les lieux du crime. Deux des meurtriers sont arrêtés : un couple de clochards alcooliques au dernier degré qui reconnaissent le crime, mais accusent un troisième homme d'en avoir été le vrai instigateur. Son nom : « Moustache » ou « le Basque ». Il partageait le squat avec eux.

Les policiers leur montrent la carte avec photo de Michel Peuron (qui a également des moustaches). La femme — très abimée — le reconnaît, mais pas son compagnon. Trois voisins émettent également des doutes. Qu'à cela ne tienne : il s'agit d'un meurtre sordide entre SDF. Une accusée est formelle, les autres témoins ne nient pas formellement. Quant aux signalements des deux hommes, ils ne correspondent pas du tout.

Comble de malchance : l'adresse nantaise mentionnée sur la carte est périmée, Peuron ayant déménagé entre-temps. Et par ailleurs ce Peuron, enfant élevé par l'Assistance publique, a déjà été condamné à trois ans pour vol vingt ans plus tôt. L'affaire est emballée.

Elle prend une tournure kafkaïenne pour Michel Peuron après son arrestation. Condamné par contumace — et donc en attente d'un nouveau procès — il aurait dû être entendu dans la semaine par un juge d'instruction. On se contente de l'enfermer dans la grande prison de Fleury-Mérogis, où il attend d'abord près de deux mois pour rencontrer, le 15 octobre, une avocate commise d'office.

Entre-temps son dossier est retombé — par hasard ou presque — sur le bureau du même De Larosière de Champfeu. Un dossier somme toute très secondaire parmi tous ceux qui sont en souffrance. Les lettres de l'avocate — qui plaident qu'il y a erreur judiciaire grossière — ne semblent pas le préoccuper outre mesure. En prison, Michel Peuron, sur-

nommé « Perpète » par les gardiens, plonge dans la dépression et, après Noël, entame une grève de la faim. Alerté selon l'usage, le juge d'instruction décide donc, le 11 janvier, de le convoquer pour la première fois dans son bureau. Sans hâte excessive : ce sera le 4 février. Au bout d'une heure d'interrogatoire, où apparaissent les preuves évidentes du malentendu, le juge a ce cri du coeur : « J'en suis convaincu. Vous êtes innocent ! »

La journaliste Martine Jacot, ancienne correspondante à Montréal pour *Le Monde*, qui vient de publier le récit de cette affaire dans *Délit de justice*(1), note au passage : « Le juge ne paraissait pas se sentir impliqué dans les cinq mois et six jours de patience et de désespoir infligés à Michel Peuron » avant même qu'il ait été entendu par un juge ou confronté à ses deux « complices ». Une simple convocation des intéressés dans le bureau du juge aurait suffi pour établir l'innocence de Peuron en une heure.

Le seul problème, c'est qu'il aura justement fallu attendre près de six mois pour que le « contumax » — redevenu l'équivalent d'un simple prévenu en attente de son procès — soit entendu une toute première fois par le magistrat en charge du dossier.

Libéré le 17 février 94, Peuron reste sous contrôle judiciaire. Pour cette « affaire de pauvre », la justice ne manifeste pas de grand zèle : on ne commencera à rechercher le troisième homme du crime, « Moustache », qu'au mois de mai. Entre-temps, Peuron découvre qu'en raison de sa condamnation, ses maigres économies sont sous séquestre de l'État. Il faudra le secours désintéressé d'un nouvel avocat — qui réussit à intéresser la presse régionale puis nationale au cas Peuron — pour que le séquestre soit finalement levé... en mars 1995. Quant à la réhabilitation définitive du maçon — qui depuis a sombré dans une profonde dépres-

sion — elle n'interviendra qu'en janvier 1996 devant la Cour d'Assises où, fait exceptionnel, le président du Tribunal assortira l'acquiescement du « contumax » de « regrets » du Tribunal. Sans doute à cause de l'énorme retentissement médiatique de cette affaire, Michel Peuron obtiendra finalement de la Commission nationale d'indemnisation de la détention provisoire une somme record de 450 000 francs, près de 120 000 dollars.

Entre-temps, le fameux « troisième homme », le « Basque » ou « Moustache », a été retrouvé. Incarcéré en janvier 95, il attendra deux ans en prison la tenue de son procès... au terme duquel, bénéficiant d'un doute légitime, il sera lui-même acquitté : le meurtre dans le squat aurait en fait été commis par le couple de clochards, qui auraient cherché par la suite à atténuer sa responsabilité en accusant un troisième homme.

La France (comme les autres grands pays européens) est infiniment moins répressive (ou violente) que les États-Unis : « seulement » 58 000 personnes en prison (contre 1,7 million aux États-Unis). Le problème, dans ce pays, c'est plutôt l'extrême longueur des procédures (souvent des années avant la tenue d'un procès), la toute-puissance du juge d'instruction, à la fois enquêteur et arbitre, et l'extraordinaire abus de la détention préventive, solution de facilité pour faire « craquer » un prévenu : on perpétue « la culture de l'aveu ». À l'heure actuelle, rappelle Martine Jacot, près de 39 % de la population pénale est en attente de procès. Mille détenus attendent depuis au moins deux ans. À la fin du processus, 12 % d'entre eux sont acquittés, parfois sans même que le tribunal n'exprime de « regrets ».

(1) Martine Jacot, *Délit de justice*, 200 pages, Bayard Éditions, Paris 1999.

## Jean Guilton, un professeur de vie

*L'homme aux « jeunesses successives » est entré dans sa dernière*

ALAIN PEYREFITTE  
Le Figaro. PARIS

**J**ean Guilton vient d'entrer dans sa dernière jeunesse, celle qui ne s'altère pas. « Je n'ai pas vieilli, j'ai connu plusieurs jeunesses successives. » Il aimait cette phrase de saint Augustin, tout comme de Gaëlle. Mais, assurément, la phrase lui convenait mieux qu'à celui-ci : car Guilton a toujours sauvegardé en lui l'esprit d'enfance : il a conduit sa vie le nez en l'air, en sifflant ; curieux de tout, malicieux et intense à la fois.

Né dans la première année du siècle, c'est-à-dire 1901 comme chacun sait, il espérait bien en atteindre la dernière, 2000 ; ou peut-être mieux : il n'avait qu'à suivre les traces de son compatriote Antoine Pinay, mort à 103 ans... Être vieux l'amusait. Ce n'est pas le moindre enseignement de ce professeur de vie, en un temps où la vieillesse n'est plus un privilège.

### Châir et âme

Jean Guilton n'a pas construit un système philosophique. C'est sans doute pour cela que la communauté philosophique se méfiait de lui. « Pour qu'une vérité me frappe, il faut qu'elle soit incarnée. » Il n'a jamais habité le ciel des idées ; et son ciel, celui de Dieu, était peuplé d'intéressés bien vivants, faits de chair et d'âme. Rarement philosophe se sera plus intéressé à ses frères humains, dans leur singularité, dans leur croisement propre d'éternité et de temps.

Il prenait plaisir à peindre avec ses pincesaux ceux qu'il aimait. De Jésus, de Marie, de « Monsieur Pouget », de Marthe Robin, de Bergson, de sa mère, d'autres encore, il a tracé aussi des portraits avec les mots de l'intelligence la plus fine, du coeur le plus ouvert.

Mais il ne s'intéressait pas seulement à des personnes qui parta-

geaient ou nourrissaient sa foi. « Les contraires, disait-il, ont de l'attrance les uns pour les autres. » Ses conversations avec Althusser, Mitterrand ou Jacques Lanzman le prouvent assez. Dans le contraire, il cherchait des analogies, des liens, des rencontres — en respect de la différence.

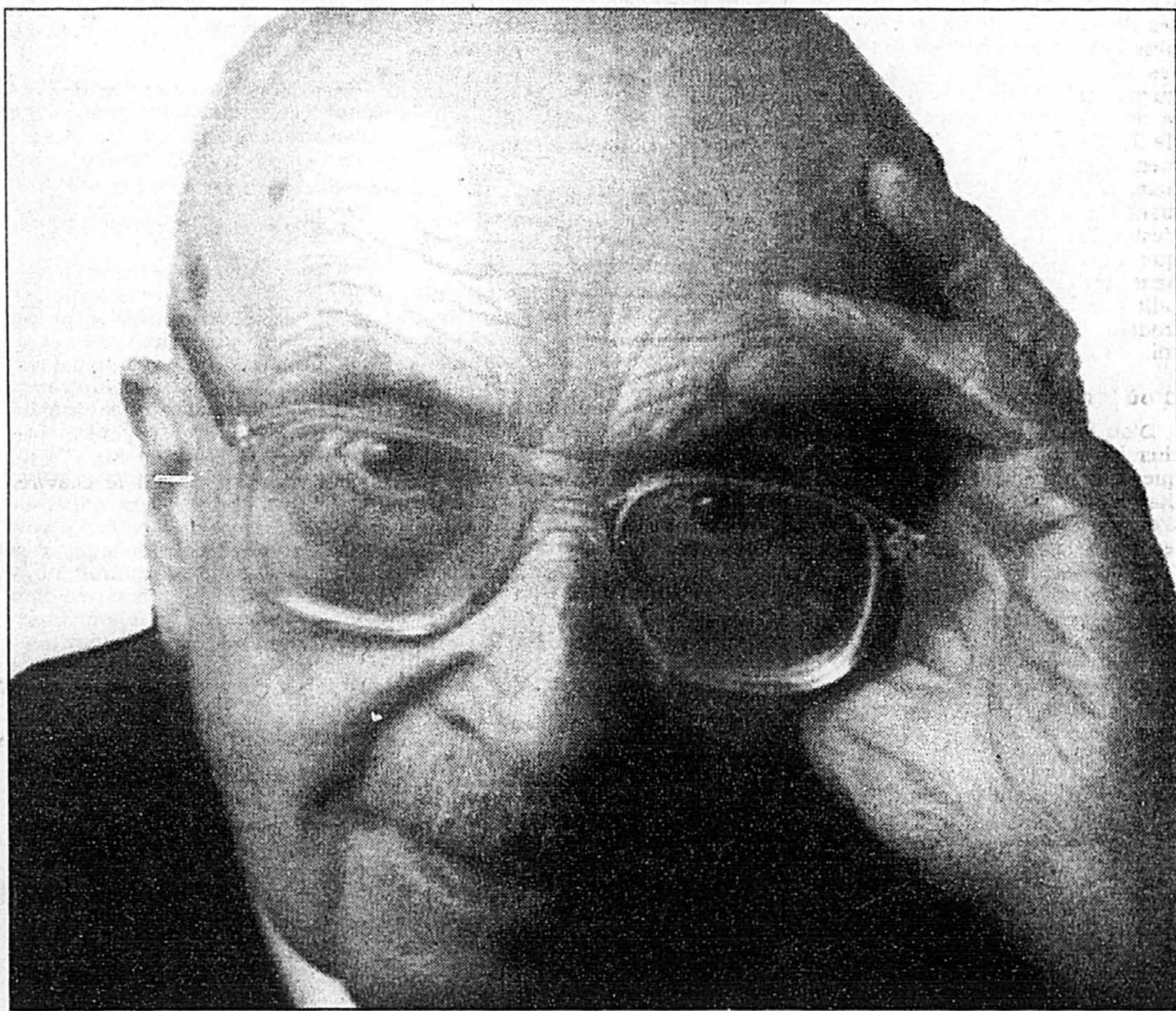
Le « portrait de Monsieur Guilton » reste à faire. À travers les facettes de ses intérêts multiples, on y trouvera la plus solide cohérence. Et elle n'est pas sans un lien étroit avec ce siècle que sa vie a embrassé : siècle de dur affrontement entre la foi léguée et la science conquise. Est-ce le langage de l'Homme contre le langage de Dieu ? Guilton ne l'a jamais cru, et toujours il a voulu les parler tous les deux, et aussi bien l'un que l'autre. Son éducation n'y fut pas pour rien : profonde formation religieuse dans sa famille, mais confrontée très tôt à la pensée « laïque » de l'enseignement public, puis aux exigences universitaires.

### Le laïc de Vatican II

Quand s'ouvre Vatican II, la confiance de Jean XXIII et du cardinal Montini, futur Paul VI, l'y appelle, comme théologien laïc. Laïc dans l'Église, chrétien dans l'Université, comment ne pas voir là une situation qui le résume tout entier ?

Il racontait plaisamment que, tenté par le sacerdoce après la mort de sa femme, il en fut dissuadé par Paul VI justement : « Vous voulez devenir prêtre, vous voudrez devenir pape. Guilton, l'orgueil vous guette. » Laïc définitivement donc, il était condamné à demeurer l'intellectuel qui doit assumer seul les risques, trouver en lui-même les ressources de convaincre, de faire partager sa réflexion.

Ce risque, Jean Guilton n'a jamais cessé de le prendre, jusqu'à ses derniers jours, et il touchait un public de plus en plus vaste, qui reconnaissait en lui, protégeant le « penseur », un coeur candide, un



Jean Guilton

esprit droit, un homme de ce temps, tourné vers l'avenir, tiré par l'invincible espérance. Avec, en prime, cet humour qui manque tant à tant de ses émules.

Qui d'autre que lui pouvait dire tout à trac qu'il avait rêvé d'être président de la République, ou

Pascal, ou un saint — mais toujours « au plafond » ? Peut-être même, pourquoï pas, immortel, mais immortel vraiment, pas à la manière de l'Académie ? Jean Guilton avait de ces rêves d'enfant, dont il savait rire, mais dont il nourrissait son exigence. Voilà qu'il a crevé « le

plafond », pour ajouter sa petite flamme vive au royaume de lumière.

L'auteur est membre de l'Académie française et président du comité éditorial du Figaro.

## Italie: quand la finance abat la politique

MATHIEU PERREAULT  
ROME

**A**lors même que son ennemi juré, l'ancien premier ministre Romano Prodi, accède à la présidence de la Commission européenne, le banquier milanais Enrico Cuccia a dû cette semaine constater la défaite de sa naguère toute-puissante Mediobanca aux mains des jeunes loups du marché unique. La déroutante impromptue du grand prêtre du capitalisme italien donne ses lettres de noblesse à l'euro, qui annule les risques de change qui protégeaient jusqu'à janvier les financiers italiens.

« Triomphe de la finance sur la politique », annonçaient lundi les journaux italiens pour décrire la fusion des banques Comit et Unicredito, et celle de Banca Roma avec San Paolo-IMI. Mediobanca, aussi nommée « via Filodrammatici » du nom de son adresse civique, s'est limitée à un rôle d'empêcheuse de tourner en rond dans ces grandes manoeuvres, qu'elle ne parviendra probablement pas à faire dérailler.

S'ils franchissent les obstacles lé-

gaux, les deux colosses pèseront chacun près de 300 milliards de dollars américains. La première de classe des banques italiennes, San Paolo-IMI, a un bilan de 200 milliards.

Mediobanca, c'est le marionnettiste du capitalisme italien de l'après-guerre, le sauveur des Fiat et Olivetti durant les vaches maigres de la fin des années soixante-dix. L'an dernier, à 90 ans passés, son président honoraire Cuccia était descendu dans l'arène des fusions bancaires avec la proposition d'allier la Milanaise Comit et la Banca di Roma. Le projet a capoté : exigences trop élevées côté Comit, prêts douteux sous-estimés et main-d'oeuvre pléthorique côté Banca di Roma. « C'était une alliance contre nature, avec des traditions très diverses, explique le chroniqueur économique Massimo Riva, de *La Repubblica*. Cuccia voulait seulement consolider le contrôle de Mediobanca. »

Banca di Roma, Comit et Unicredito se partagent le quart du capital de Mediobanca, 13 000 milliards de lire (13 milliards de dollars canadiens) au total. Mediobanca est en retour actionnaire minoritaire

des trois banques. « Un rapport contre nature existe entre ces banques et Mediobanca, qui devrait être un instrument et en fait organise leurs activités comme si c'était elle la patronne », souligne le journaliste Riva.

Sa collègue Catia Cataferri, du *Tempo*, explique que le mariage Comit et Unicredito ne sourit pas au timonier Cuccia parce que cette dernière est contrôlée par le géant allemand des assurances Allianz. Or, le joyau de Mediobanca est une participation de 12,9 % dans les assurances Generali : Enrico Cuccia ne veut pas d'un patron concurrent d'une filiale.

Née immédiatement après la guerre, Mediobanca a toujours épousé de très près les vues d'Enrico Cuccia. Alors jeune fonctionnaire dynamique de la Banca commerciale, ce Sicilien de bonne famille obtient le soutien du PDG Franco Paolo Mattioli pour un projet de banque d'investissement à moyen et long terme. Les trois banques actionnaires, alors sous la houlette de l'Istituto per la ricostruzione industriale (IRI), un organisme paragouvernemental, sont conscrées.

À cette époque, la loi interdisait aux banques de crédit ordinaire d'investir dans des activités industrielles. Des faillites bancaires en cascade, au début des années trente, avaient rendu le gouvernement fasciste nerveux. « Mediobanca a eu une action méritoire sous un profil historique », selon M. Riva : préserver les grandes industries italiennes des dangers de l'instabilité et des nominations politiques de dirigeants.

En 1987, Romano Prodi, alors PDG de l'IRI, propose la privatisation des banques publiques. « Cuccia aurait voulu que Mediobanca soit privatisée en tant que telle, affirme Massimo Riva. Prodi a eu une intuition heureuse, car sans le contrôle des trois banques, Mediobanca aurait pu freiner beaucoup plus les réformes. Quand Romano Prodi est arrivé au pouvoir, Cuccia et ses amis étaient convaincus qu'il ne parviendrait pas à faire les réformes nécessaires à l'entrée dans l'Europe monétaire. Ils ne se sont pas préparés. »

L'euro a éliminé les risques de change liés à la lire qui protégeaient les banquiers italiens. « En plus, des règles financières et anti-

trust sont arrivées de Bruxelles qui favorisent la « corporate governance », explique M. Riva. Cuccia, qui n'a pas compris les changements des derniers 10 ou 15 ans, favorise les grands actionnaires plutôt que les petits investisseurs. Maintenant, quelqu'un peut recueillir de l'argent à Palerme, où son coût est plus bas, et l'utiliser à Amsterdam, où le rendement est plus élevé. »

Même les vieux amis d'Enrico Cuccia le trahissent : Antonio Maccanico, président de Mediobanca, a donné publiquement son appui au mouvement politique Asinelle lancé par Romano Prodi après son éviction du gouvernement.

Enrico Cuccia a marqué du sceau du silence les affaires italiennes à un point tel que *The Economist* sur-nommait sa pupille « Mediocrebanca ». L'art des participations croisées est à l'honneur chez Mediobanca, dont le quart du capital est détenu par une série de firmes dans lesquelles Mediobanca a aussi des intérêts.

Via Filodrammatici a fourni à la Péninsule sa part de tragédies en trois actes. Mais à l'heure du marché unique, les Machiavelli n'ont plus la cote en Bourse.

# La presse d'ailleurs parcourue par Réal Pelletier



Newsweek Los Angeles Times Herald Tribune The Washington Post

## Les bombes sur la Serbie, ça mène où?

Un universitaire britannique a des idées là-dessus, mais c'est un peu tabou

L'idée, d'abord, d'aller protéger des gens soumis à un nettoyage ethnique au Kosovo rallie presque tout le monde. L'idée ensuite que ce soit l'OTAN qui le fasse, hors du parapluie de l'ONU, est déjà plus discutable et on va en causer beaucoup ces prochaines semaines, sinon ces prochaines années, tellement le précédent est remarquable. Mais revenons à la première idée. Les esprits simples à qui l'on soumettrait le problème répondraient sans doute : bon, vous envoyez des soldats sur le terrain (au Kosovo), vous séparez les belligérants, les maîtrisez, puis vous faites négocier ces gens-là. Au lieu de cela, la planète assiste depuis quatre jours à un joli ballet aérien, un pas de deux sans élégance où s'interpellent Mig 29 serbes et missiles américains téléguidés par les forces de l'OTAN.

Officiellement, de hautes considérations tactiques poussent les patrons américains de l'OTAN dans cette ornière, mais les préoccupations de politique intérieure américaine n'en sont pas absentes. Les générations actuelles ont encore en mémoire l'image du cadavre de ce GI traîné sur les routes poussiéreuses de Somalie. Et les générations plus vieilles ne se sont jamais remises des traumatismes nés de la guerre du Vietnam. Il se trouve que le commandant suprême des forces de l'OTAN, Wesley Clark, justement, a été formé à l'école du Vietnam. Autant de facteurs qui commandent une guerre « propre », c'est-à-dire, de celles où, autant que possible, on s'en tient à la haute technologie, et où on ne se salit pas les mains surtout en affrontant l'ennemi face à face, au sol.

### D'où les bombes

D'où l'idée de s'en tenir à amocher les arsenaux serbes et à bloquer le déplacement de convois militaires par des tirs de missiles. C'est déjà quelque chose puisque les forces du président Milosevic (126 000 hommes, 820 chars d'assaut, 224 avions de combat, trois frégates et 13 sous-marins) n'ont affaire, du côté de l'Armée de libé-

ration du Kosovo, qu'à une douzaine de milliers d'hommes munis de fusils d'assaut, de mitraillettes et de quelques missiles antichars.

C'est déjà quelque chose, mais la puissance d'assaut des Serbes contre les rebelles kosovars ne s'arrête pas là : l'autorité serbe contrôle aussi la police et manoeuvre une force encore plus insidieuse, les milices serbes, mêlées au tissu populaire kosovar. Ces milices sont les véritables artisans traditionnels de ce qu'il est convenu d'appeler le « nettoyage ethnique ».

Ce qui fait dire à des rebelles kosovars, rencontrés par le magazine Newsweek, qu'un accord de paix obtenu par la seule démonstration de la supériorité de l'OTAN sur l'appareil militaire de Milosevic n'arrêterait pas la guerre intestine au Kosovo.

William Pfaff, chroniqueur respecté du Los Angeles Times, souscrit à cette perspective. Il croit que la proposition de masser 28 000 soldats de l'OTAN en Macédoine en vue d'une invasion du Kosovo est une meilleure idée que celle de bombarder partout en Yougoslavie. Si la démarche devait conduire à l'indépendance du Kosovo, tant pis ; elle aurait au moins le mérite de respecter la logique qui a conduit d'autres anciens éléments de l'ex-Yougoslavie — la Slovénie, la Croatie, la Bosnie et la Macédoine — à obtenir la reconnaissance internationale.

Dans le International Herald Tribune, un spécialiste allemand, Christoph Bertram, directeur du Stiftung Wissenschaft und Politik, abonde dans le même sens. Il doute qu'une vague de bombardements de l'OTAN un peu partout en Serbie en vienne à forcer Milosevic à signer les accords de Rambouillet, mais il est convaincu par contre que cette approche ne fera qu'envenimer la situation au Kosovo même, stimulant les affrontements et accélérant les déplacements de réfugiés. M. Bertram décèle dans cette campagne de bombardement l'absence de volonté de la part des pays de l'OTAN de dépêcher des troupes de sol, la seule force capable d'arrêter les tueries.

### L'après-bombardement ?



Le commandant suprême des forces de l'OTAN, le général américain Wesley Clark, expliquant vendredi à Bruxelles comment vont se faire les bombardements en Yougoslavie. Ça ne dit pas en quoi ils vont résoudre le problème du Kosovo.

Mais pourquoi alors saupoudrer de bombes l'ensemble de la Serbie ? Le président serbe, Milan Milutinovic, a rendu compte au parlement de Belgrade d'un entretien avec l'envoyé américain Richard Holbrooke. Ce dernier venait de lui dire : « Acceptez une force de pacification au Kosovo ou bien nous vous bombardons ! »

— Et pourquoi allez-vous nous bombarder, de demander le président Milutinovic ?

— M. Holbrooke n'a pas répondu, de dire M. Milutinovic.

Cette intervention du président de la Serbie a frappé la chroniqueur Flora Lewis, du Herald Tribune.

Jim Hoagland, chroniqueur au Washington Post, donne une vision peu rassurante de ce qui se passe à Washington à cet égard. Comme M. Bertram et Mme Lewis, il s'inquiète beaucoup de la réputation de l'OTAN mise en cause dans cette opération, mais ce qui le chavire, c'est, dit-il, l'impression que laissent le président Clinton et ses proches conseillers de ne pas avoir la moindre idée où les conduit l'initiative en cours. Ils savent très bien ce qu'ils font au jour le jour, mais semblent ignorer où cela mène.

Ça mène en tout cas, dans l'intervalle — tout le monde le voit — à une reprise des tensions avec la Russie. Une Russie déjà ulcérée par l'adhésion toute fraîche à l'OTAN de trois anciens partenaires, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. L'initiative de l'OTAN en Serbie, dénoncée par Moscou, ne fait pas qu'accroître les tensions régionales avec la Russie, mais menace même les fort délicats accords nucléaires américano-russes, rappelle Flora Lewis.

### Un oeil sur l'avenir

Dans l'intervalle, un Britannique spécialisé dans les études sur la paix en Europe, Tom Gallagher, de l'Université Bradford, essaie de dégager, lui, une avenue de réflexion sur ce que pourraient devenir l'ensemble des Balkans une fois retombée la poussière sur les champs de bataille.

Il se livre en fait dans le Herald Tribune, à cette sorte d'exercice de réflexion sur la coopération qui passionnait un Jean Monnet à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En un clin d'oeil, il évoque le plan Marshall, qui a permis rapidement à des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie et le Benelux

de ressouder leurs liens après la guerre. M. Gallagher déplore qu'aucune perspective de ce genre ne permette, dans la situation actuelle des Balkans, sinon de faire rêver, du moins de redonner un brin d'espoir à des populations plus ou moins verrouillées dans leur nationalité.

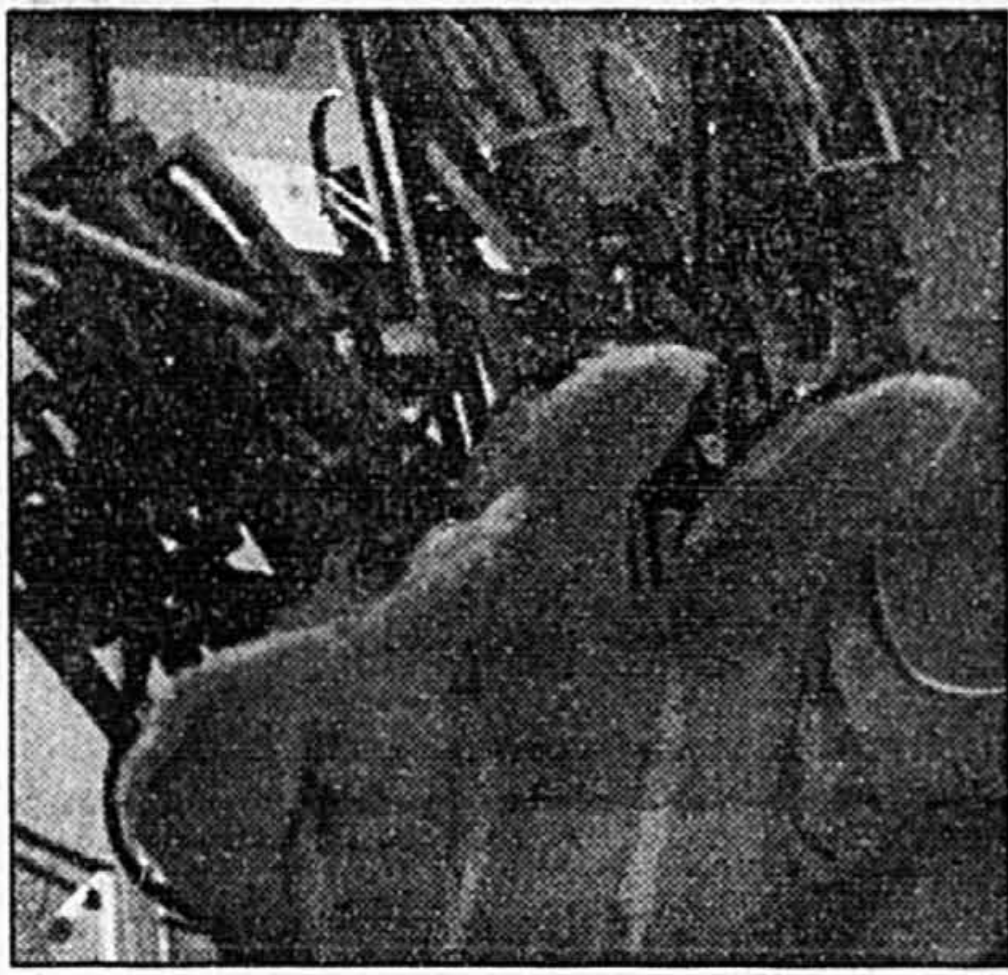
Les médias, dit-il, mettent régulièrement l'accent sur les différends ethniques, mais font oublier que la coopération interethnique, dans cette situation singulièrement complexe, a connu de bons moments par le passé, aussi valables que ce qui a été vécu en Europe de l'Ouest. Quand, au 19<sup>e</sup> siècle, des puissances européennes ont entrepris de stimuler les nationalismes dans les Balkans, il existait déjà dans cette région une classe éduquée cosmopolite qui dominait l'idée des ethnies homogènes. Et cette classe, quoi qu'on en pense, a fait de petits dans les générations actuelles. Témoin : ces centaines de milliers de jeunes Serbes qui ont défié la conscription et réclamé la tolérance civique.

### Des propositions

Pour raviver cette culture, M. Gallagher préconise, à la manière de ce qui s'est passé en Europe dans les années 50, l'idée d'une zone de libre-échange du Sud-Est de l'Europe, incluant notamment les morceaux de l'ex-Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie. On pourrait ensuite doubler cette union douanière d'un partenariat militaire, qui aurait l'avantage notamment d'atténuer les frustrations bulgares et roumaines de ne pouvoir accéder à l'OTAN. Une aide extérieure pourrait enfin permettre l'intégration de fonctions comme le transport, le tourisme et la protection de l'environnement.

Si on n'offre pas d'avenues de solution de ce type, écrit M. Gallagher, on va laisser les populations se nourrir de leurs seules valeurs nationalistes et les initiatives de paix demeureront des voeux pieux.

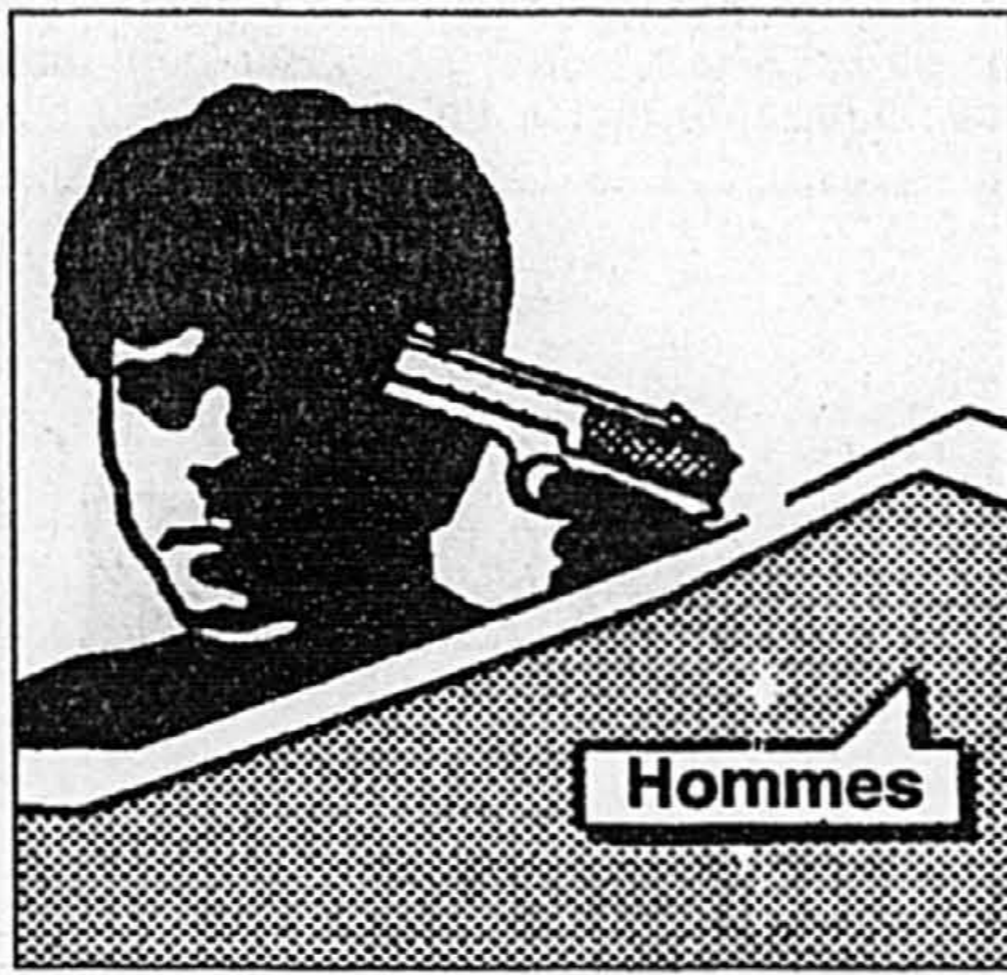
Mais l'universitaire convient que la présence d'un gouvernement Milosevic dans le décor rend pour l'instant cette perspective bien problématique, pour ne pas dire impossible.



THE SUNDAY TIMES

### Télé-opération

Les partisans de la guerre propre, celle où on tue mais sans trop se salir les mains, volent de découverte en découverte. En chirurgie par exemple, on est à mettre au point un robot permettant à un chirurgien d'opérer, à des centaines de kilomètres de distance, un soldat blessé au front. La qualité de ce robot est qu'il fonctionne à deux bras, les modèles existant se limitant à des examens endoscopiques. Le Sunday Times, de Londres, signale la présentation de ce robot cette semaine lors d'une exposition sur la simulation médicale tenue à La Haye, aux Pays-Bas. Des chirurgiens de l'Armée américaine ont déjà procédé à des tests sur les animaux. Les médecins militaires sont depuis longtemps à la recherche d'un appareil qui permet d'adopter à distance un plus grand nombre de spécialistes pour une opération donnée derrière une ligne de front. Jusqu'ici, les appareils ne pouvaient fonctionner qu'avec un bras simple, se limitant à des perforations. Ils ne pouvaient traiter les blessures profondes appelant des ouvertures béantes, à la poitrine ou ailleurs. Chacun des deux bras du nouveau robot est muni de sept moteurs, capables de reproduire les gestes du coude, du poignet et des doigts du chirurgien installé à distance. En fait, le robot mime exactement les gestes posés par le chirurgien qui, lui, observe son champ d'opération sur écran à trois dimensions. Le système est assez sensible pour permettre au chirurgien de percevoir les résistances que les chairs opposent à l'instrument. On l'a testé sur des porcs ; le tour des humains est prévu dans deux ans.



Hommes

INDEPENDENT

### Prévention

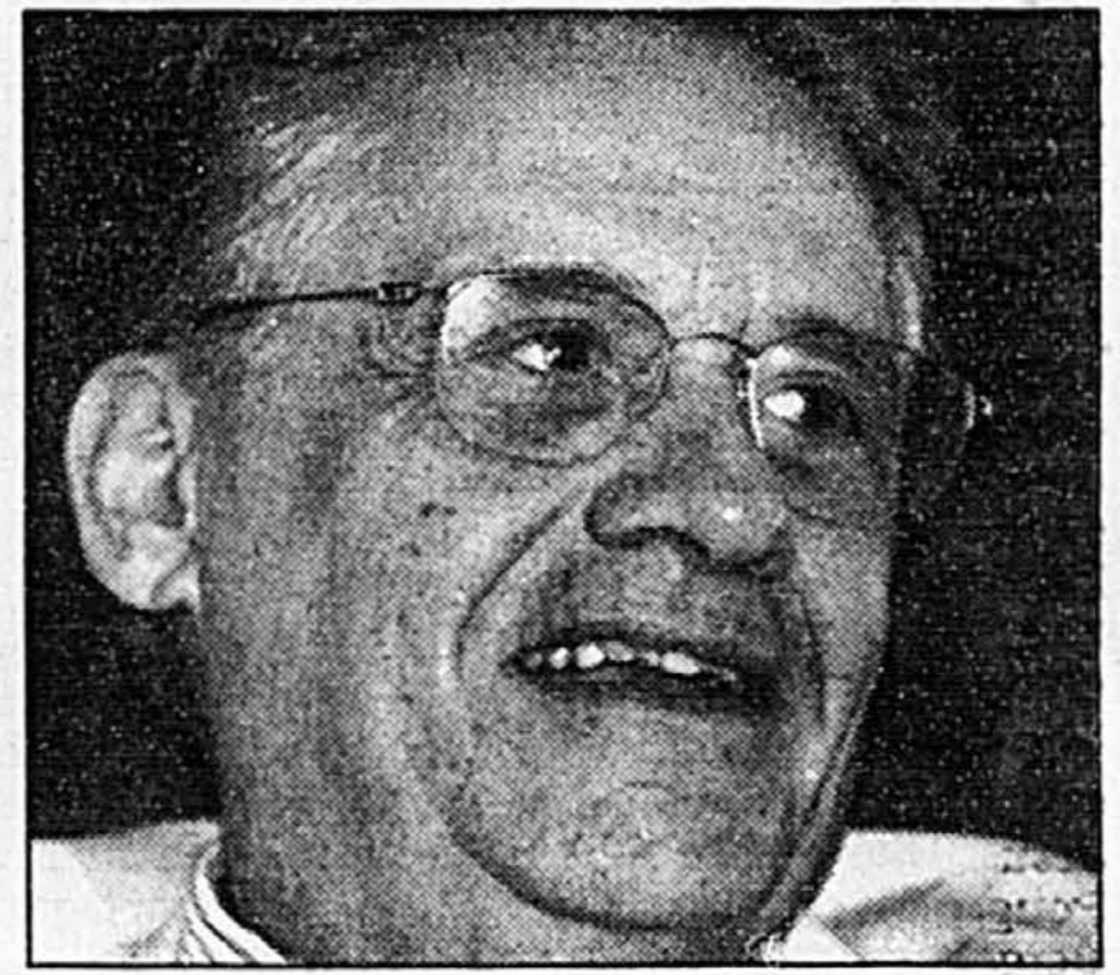
Sur un mode moins spectaculaire, la médecine s'intéresse aussi à des sujets plus obscurs comme la prévention du suicide chez les jeunes hommes. Le phénomène n'est pas exclusivement québécois ; on l'observe aussi en Grande-Bretagne notamment. Le gouvernement britannique, dit le quotidien The Independent, dévoilera dans un Livre blanc, un programme informant les médecins sur les signes annonciateurs de tendances suicidaires chez leurs patients. Certaines consultations du médecin camouflent en réalité des appels à l'aide, sans que les médecins puissent les identifier comme tels. Six mille personnes se sont suicidées en Grande-Bretagne en 1997. Ce nombre est en légère décroissance, mais en augmentation dans certains groupes comme les malades mentaux. Dans le créneau des 15 à 34 ans, 1759 hommes se sont donné la mort contre seulement 412 femmes. Des études montrent qu'en Grande-Bretagne, plusieurs jeunes hommes qui se suicident ont, dans les semaines précédentes, consulté un médecin généraliste pour toutes sortes de problèmes, principalement des maux d'estomac, de tête ou de dos. En réalité, il y avait souvent autre chose, mais les hommes paraissent moins enclins à se livrer au médecin sur leurs tendances dépressives ou suicidaires. Et comme les visites chez le généraliste ne durent en moyenne que 12 minutes, les médecins ont besoin d'être alertés quant au sens que peuvent avoir certaines de ces visites. Les responsables de l'éthique à l'Association médicale britannique reconnaissent qu'il y a là effectivement un problème.



The New York Times

### Calorification

C'est archaïque, au seuil d'un troisième millénaire, mais c'est comme ça : le charbon compte encore pour plus de la moitié de l'électricité produite dans le pays le plus évolué du monde, les États-Unis. Mais l'offre demeurant considérable et les lois environnementales s'étant resserrées, l'industrie du charbon n'est plus guère financièrement attrayante, d'où une concentration en cours. Les dix plus grands noms de l'industrie contrôlaient 35 % du produit en 1988, ils en sont à 60 % 11 ans plus tard. Il y a tellement de charbon en sous-sol américain que les réserves demeurent phénoménales même si la consommation a crû du triple depuis 1970. Les consommateurs d'électricité ayant consolidé leur pouvoir d'achat, les producteurs se sont vus contraints d'agir de même. Et les lois environnementales étant devenues plus sévères, on a commencé à délaisser les sous-sols des Appalaches pour ceux du Wyoming et du Montana, dont la teneur en soufre est plus basse, du charbon donc moins polluant. Le charbon de l'ouest offre moins de rendement calorifique, mais il coûte beaucoup moins cher d'extraction. La production de l'ouest atteindra presque, en 1999, avec 546 millions de tonnes, celle de l'est qui sera de 575 mns. Le charbon compte pour 56,9 % de la production d'électricité aux États-Unis, contre 20,8 % pour le nucléaire, 11,6 % pour l'hydroélectricité, 7,5 % pour le gaz, et 3,2 % pour le mazout et les autres. Pas étonnant que l'industrie minière américaine s'oppose à la ratification par le Sénat du protocole de Kyoto sur la pollution atmosphérique.



The Observer

### Gratification

Gregory Palast, de l'hebdo britannique The Observer, n'y va pas de main morte : le vrai président du Brésil n'est pas Henrique Cardoso (notre photo), mais le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin. Le journaliste rappelle que M. Cardoso fut réélu en octobre pour la simple raison qu'il avait réussi à maintenir la stabilité du real, la monnaie brésilienne. C'est le secrétaire au Trésor américain, dit-il, qui avait manoeuvré pour assurer la stabilité du real le temps d'un scrutin, et 15 jours à peine après le vote, la valeur de la monnaie chutait dramatiquement, pour atteindre, aujourd'hui, la moitié de sa valeur d'il y a cinq mois. L'économie implose, l'inflation est en forte croissance et Cardoso ne jouit plus que de 23 % d'appui populaire. Qu'importe, il est président. Mais le vrai pouvoir repose désormais entre les mains du Fonds monétaire international et ses agences, sous l'autorité réelle de Robert Rubin. M. Palast écrit que ce sont le Trésor américain et le FMI qui ont maintenu artificiellement le niveau du real, s'assurant que sous un Cardoso réélu, les banques américaines puissent aisément retirer leurs billes avant que ne soit rétablie la vraie valeur de la monnaie brésilienne. De fait les réserves américaines sont passées de 70 à 26 milliards de dollars, depuis l'élection. On a fait comprendre aux électeurs avant le vote qu'un prêt du FMI compenserait une éventuelle saignée des banquiers, mais que seul Cardoso était habilité à toucher le prêt, et non le Parti des travailleurs formant l'opposition. Et qui est venu appuyer Cardoso dans ce cynique processus pré-électoral ? Nul autre que Peter Mandelson, le bras droit d'alors du premier ministre britannique Tony Blair.

# La personnalité de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 28 mars 1999

## François Girard

JEAN-PAUL SOULIÉ

Les critiques de cinéma considèrent François Girard comme un virtuose de l'image. Issu de l'École du vidéo d'art et de la production expérimentale, concepteur visuel inventif, capable de véritables tours de force au montage de ses oeuvres, ce jeune cinéaste de trente-six ans a déjà fait de la mise en scène d'opéra, et ne cache pas son vif intérêt pour la réalisation de vidéos d'artistes et de films publicitaires. Il vient de voir son troisième long métrage, *Le Violon rouge*, rafler neuf jutra à Montréal et huit génies à Toronto lors des derniers galas annuels du septième art. Tourné en six langues, *Le Violon rouge*, présenté au Festival de Tokyo l'an dernier, avait obtenu le Prix de la meilleure contribution artistique, et à Montréal, au Festival international du nouveau cinéma, le Prix du public. Il avait également été déclaré meilleur film canadien. Il poursuit sa carrière planétaire et recueille les applaudissements dans les salles de Paris, d'Oslo, de Londres et bientôt d'Espagne comme de Taïwan.

Durant les quinze années de sa jeune carrière artistique, François Girard a remporté pas moins d'une cinquantaine de récompenses internationales. Citons entre autres quatre génies décernés à *Trente-deux films sur Glenn Gould*, le grammy du meilleur film musical pour le film de concert *Peter Gabriel's Secret World*. Son adaptation du *Dortoir*, de Gilles Maheu, lui a valu un emmy, un FIPA d'or et un gémeau, et son opéra *Oedipus Rex* huit prix d'or. Il a aussi remporté de nombreux prix dans le domaine publicitaire et le Publicité Club de Montréal l'a nommé réalisateur de l'année en 1997. *La Presse* se joint à ce concert d'éloges et nomme François Girard Personnalité de la semaine.

François Girard est né à Saint-Félicien, au Lac Saint-Jean. Il est très jeune quand sa famille s'installe à Québec. Il s'intéresse à la communication, au cégep de Limoilou d'abord, puis à l'UQAM. Il se considère comme un *drop-out* de cette institution, ne termine pas ses études, mais aime se souvenir qu'il a eu comme professeur, pour un cours, la cinéaste Léa Pool, qu'il admire, et avec qui il a gardé des liens d'amitié. Il a été stagiaire à la caméra pour le tournage de son film *La Femme de l'hôtel*.

En 1984, à vingt et un ans, François Girard fonde sa première compagnie, Zone Productions. Pendant cinq ans, il écrit et réalise une douzaine de courts métrages, des films d'architecture, des vidéos, des installations. À partir de 1989, il se consacre plus particulièrement au cinéma. Il écrit et réalise trois films : *Cargo*, une biographie de Glenn Gould, et *Le Violon rouge*.

Peu enclin à révéler sa vie privée — certains le considèrent comme un « cinéaste assez mystérieux » — François Girard se montre beaucoup plus à l'aise pour parler de ses oeuvres, et de son langage cinématographique. « J'ai

fait plusieurs films d'architecture, parce que je considère que l'architecture est un art majeur, malheureusement sous-apprécié au Québec. J'ai une soeur et deux beaux-frères architectes ; je suis peut-être un architecte raté ! Mais je suis aussi un musicien raté, un peintre raté, et au bout de tout ça, un cinéaste. Le cinéma se nourrit de tous les arts, la peinture, la littérature, la danse... C'est ce qu'on devrait apprendre dans les écoles de cinéma. Filmer, c'est une technique assez facile à maîtriser. Ce qui est plus compliqué, c'est de montrer comment le langage cinématographique utilise tous les autres arts. »

François Girard doute de ses talents de pédagogue, mais il aime se retrouver dans des classes, avec des étudiants. « C'est une chance d'articuler des idées. » Homme de communication, il évoque l'influence de sa soeur aînée, qui est productrice et chef du bureau français à l'ONF, mais avec qui il n'a jamais travaillé. « Nous avons fait des choses parallèles, mais pas ensemble. » De la publicité, le cinéaste parle comme d'un « exercice de tournage très appréciable » qui lui fait gagner la liberté de travailler à ses longs métrages.

Depuis huit ans, François Girard collabore avec un producteur de Toronto, Nil Fichman. « J'aime travailler avec lui, dit-il, mais je vis et je travaille toujours à Montréal. » Parmi les projets qu'il se prépare à proposer à des producteurs « pour les faire rêver, c'est le meilleur moyen de convaincre les financiers », il y a un scénario bien à lui, comme d'habitude, mais aussi un livre qu'il songe à adapter, et un autre scénario en cocriture. Deux projets d'opéra sont aussi dans l'air, l'un à Paris, l'autre à Toronto. Et plus près de nous, une installation au Musée d'art contemporain qui sera présentée en septembre prochain.

Actuellement, François Girard parcourt le monde avec son *Violon rouge*. Il est fasciné par les réactions des publics dans les divers pays où il passe. « Impossible de faire des prédictions ! Avec Glenn Gould, le film restait le même d'un pays à l'autre. Pour le *Violon rouge*, il y a différentes portes d'entrée, le film change avec ses publics. Même pour moi. On le voit à travers les yeux de ceux avec qui on le regarde. Voir mon film en compagnie de 1200 Japonais, ça change toute la perception. »

« Le Violon Rouge change avec ses publics. Même pour moi. Voir mon film en compagnie de 1200 Japonais, ça change toute la perception. »

« Je considère que l'architecture est un art majeur, malheureusement sous-apprécié au Québec. J'ai une soeur et deux beaux-frères architectes ; je suis peut-être un architecte raté ! Mais je suis aussi un musicien raté, un peintre raté, et au bout de tout ça, un cinéaste. »

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©



BANQUE  
NATIONALE  
il faut penser autrement

Encore plus que du talent,  
de l'intelligence, même du génie,  
l'excellence naît de l'effort.



loto-québec



Salut  
Bonjour

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité de la semaine

La Presse

de la semaine

TVA